

RECENSEMENT DES ENFANTS
NON SCOLARISÉS

**Belaabed exhorte
les parents
à les inscrire**

P 16

RÉDUCTION DE L'EMPREINTE CARBONE

Les initiatives de Sonatrach et de l'Algérie

L'Algérie et Sonatrach s'investissent résolument dans la réduction de l'empreinte carbone, illustrant ainsi leur engagement envers une transition énergétique durable. L'Algérie participe activement aux efforts mondiaux pour limiter le réchauffement climatique en adoptant des pratiques durables et en respectant les accords internationaux sur le climat. Cette implication se manifeste par des initiatives concrètes visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à promouvoir des solutions énergétiques plus respectueuses de l'environnement. P 3



PARTENARIAT ALGÉRIE-TUNISIE

**Plusieurs dossiers
examinés**

Poursuivant sa visite de travail en Tunisie, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN) Brahim Boughali s'est entretenu, ce lundi, avec le ministre des Affaires étrangères, de l'Immigration et des Tunisiens à l'étranger Nabil Ammar.

P 3

FONDS MONÉTAIRE ARABE
SUR L'ALGÉRIE

**Expansion financière
et réformes stratégiques
pour une croissance
durable en 2024**



L'Algérie poursuit son expansion financière avec des augmentations significatives des salaires publics et de l'emploi, tout en maintenant les niveaux de dette publique sous contrôle.

P 5

PÊCHE

**Plus de 167 millions
DA/an de revenus
attendus après la
prochaine réouverture
de l'exploitation
du corail rouge**

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani, a affirmé dimanche à El Tarf que les revenus attendus après la réouverture "prochaine" de l'exploitation du corail rouge en Algérie "dépasseront les 167 millions DA par an".

P 4

JO DE PARIS

**Sonatrach
soutient les athlètes
de l'élite nationale** P 2

SONATRACH

**Remise en service totale de
la station de dessalement
de Chatt El Hilal** P 4

ALGÉRIE-INDONÉSIE

**Vers la création
d'un forum d'affaires** P 5

TAMANRASSET

Huit blessés dans un accident de la route

Les services de la protection civile ont enregistré, hier à l'aube, huit blessés suite au renversement d'un véhicule utilitaire dans la wilaya de Tamanrasset. Selon le communiqué des mêmes services, ces derniers sont intervenus à 4h10, suite à un accident de renversement d'un véhicule utilitaire, à 32 km du village d'Arak, dans la commune d'Ain Amkel, wilaya de Tamanrasset. L'accident a fait 8 blessés, qui ont été soignés et transportés à l'hôpital local.

TRANSPORT À ALGER

Etusa lance deux nouvelles lignes nocturnes à Alger

En été, les plages de la capitale sont prises d'assaut par les estivants jusqu'à des heures tardives la nuit. La côte ouest d'Alger est très prisée et cette région connaît une augmentation de la densité démographique avec les différents programmes de logements. L'Etusa a cet effet lancé deux nouvelles lignes pour répondre à la demande. Ainsi, l'Etusa a annoncé le lancement d'une ligne entre Douéra et Sidi Fredj en passant par Staouéli. Une deuxième ligne entre Sidi Abdallah et Staouéli en passant par Sidi Fredj est également annoncée. Ces deux lignes sont en service entre 19h et 1h du matin, indique l'Etusa.

JO DE PARIS

Sonatrach soutient les athlètes de l'élite nationale

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a annoncé, samedi à Alger, que 316.075 nouveaux bacheliers avaient effectué leurs préinscriptions, soit plus de 77% du total des titulaires du Baccalauréat de l'année 2024.

Le groupe Sonatrach a confirmé sa contribution au soutien des athlètes d'élite à travers son parrainage de certains champions algériens dans diverses disciplines sportives, lors des Jeux Olympiques de 2024 en cours à Paris, dans la capitale française. Selon le communiqué de la compagnie, les Jeux olympiques comptent la participation de plusieurs grands noms parmi les athlètes de l'élite nationale algérienne issus de diverses disciplines. Ce soutien vise – ajoute le communiqué – à encourager les représentants des sports nationaux à remporter des médailles et à hisser bien haut le drapeau national parmi les nations participant à cet événement sportif distingué. Il convient de noter que le parrainage de Sonatrach comprenait 23 athlètes

qui ont eu l'honneur de porter les couleurs nationales, dans les disciplines de la boxe, de l'escrime, de la lutte, de l'haltérophilie, du judo et de la natation, dont 10 athlètes appartenant à la catégorie des personnes aux besoins spécifiques. La Sonatrach a confirmé qu'elle est une entreprise citoyenne soucieuse d'assumer sa responsabilité sociale et s'engage à apporter le soutien néces-

saire au sport algérien et à l'élite nationale pour les faire rayonner sur la scène internationale. Le groupe Sonatrach espère également que les athlètes algériens participant aux Jeux olympiques de Paris 2024 remporteront diverses médailles, notamment en or, et obtiendront des résultats distingués et honorables pour eux-mêmes et pour le pays.

RENTRÉE SCOLAIRE

Belaabed préside un colloque national

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, supervise un colloque national pour s'enquérir des préparatifs du secteur pour la prochaine rentrée scolaire 2024/2025. Le symposium se tiendra, selon des sources, pendant trois jours, les 8, 9 et 10 août 2024. Le colloque, qui sera organisé dans la wilaya de Mostaganem, sera consacré à l'état de préparation du secteur à la prochaine rentrée scolaire, en présence des cadres de l'administration centrale et des directeurs de l'éducation.

SONELGAZ – ALGER

Une coupure d'électricité prévue le 30 juillet de 8h à 16h

La direction de la distribution de l'électricité et du gaz de Sidi Abdallah, située dans la capitale, a annoncé la mise en œuvre de travaux de maintenance sur les infrastructures du réseau électrique au niveau de la commune de Mahelma, située à 30 km au Sud-Ouest d'Alger.

Ces travaux entraîneront une interruption de l'alimentation en électricité dans le quartier 10000 logements Sidi Abdallah, Mahelma, VNSA zone B. Cette coupure est prévue pour le mardi 30 juillet, de 8 heures du matin à 16 heures. Les habitants de la zone concernée sont donc

invités à prendre leurs dispositions en conséquence. La direction de Sidi Abdallah a présenté ses excuses pour la gêne occasionnée par cette interruption de service. Un numéro vert, le 3303, a été mis à la disposition des clients pour toute réclamation.

Été 2024 : La distribution d'électricité sous haute surveillance. Face à la hausse record de la consommation électrique en été, la direction a intensifié ses efforts de maintenance prédictive. Dans un contexte marqué par une demande énergétique croissante, ces travaux s'inscrivent

dans une démarche proactive visant à sécuriser et renforcer le réseau. À ce titre, 468 centres de distribution et près de 50 km de lignes à haute tension ont déjà bénéficié d'opérations de maintenance.

MÉTAUX PRÉCIEUX

Les prix de l'or progressent sur les marchés internationaux

Les prix de l'or ont grimpé lundi en raison des tensions géopolitiques et des attentes d'une baisse des taux américains en septembre, tandis que l'attention s'est portée sur la réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale prévue plus tard cette semaine. Le cours de l'or au comptant a augmenté de 0,3% à 2.391,80 dollars l'once. Les contrats à terme sur l'or américain ont progressé de 0,4% à 2.390,50 dollars. "Les prix resteront dans une fourchette avant la réunion de la Fed et les com-

mentaires de son président Jerome Powell. Le Comité fédéral de l'open market de la banque centrale américaine se réunira les 30 et 31 juillet et devrait maintenir ses taux inchangés entre 5,25% et 5,50%. Cependant, la faiblesse des chiffres de l'emploi aux Etats-Unis en juin, le ralentissement de l'inflation et les commentaires des hauts responsables de la Fed ont incité le marché des contrats à terme à intégrer pleinement une baisse de 25 points de base en septembre.

Le rapport national sur l'emploi et le rapport sur les salaires non agricoles de l'ADP sont les principaux points de données attendus cette semaine. L'or, historiquement réputé pour sa stabilité en tant que couverture privilégiée contre les risques géopolitiques et économiques, prospère dans un environnement de taux d'intérêt bas. Les lingots devraient connaître une demande accrue en tant que valeur refuge si la situation s'aggrave au Moyen-Orient, selon les prévisions des analystes.

Ailleurs, la production d'or de la Chine, premier consommateur, a augmenté de 0,58 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 179,634 tonnes métriques au premier semestre 2024, a déclaré l'Association de l'or du pays. L'argent au comptant a gagné 0,1% à 27,93 dollars l'once, le platine a augmenté de 0,8% à 942,75 dollars et le palladium a augmenté de 0,7% à 906,48 dollars.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RÉDUCTION DE L'EMPREINTE CARBONE

Les initiatives de Sonatrach et de l'Algérie

L'Algérie et Sonatrach s'investissent résolument dans la réduction de l'empreinte carbone, illustrant ainsi leur engagement envers une transition énergétique durable. L'Algérie participe activement aux efforts mondiaux pour limiter le réchauffement climatique en adoptant des pratiques durables et en respectant les accords internationaux sur le climat. Cette implication se manifeste par des initiatives concrètes visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à promouvoir des solutions énergétiques plus respectueuses de l'environnement, a fait savoir Ouamer Abdelkrim, directeur central HSE au Groupe Sonatrach.

Par Mourad A.

S'exprimant dans l'émission « L'Invité de la rédaction » de la chaîne 3 de la Radio Algérienne, Ouamer a affirmé que le groupe Sonatrach, en tant que principal acteur énergétique du pays, déploie une stratégie climatique ambitieuse avec un investissement significatif de 1 milliard de dollars. Cette stratégie englobe la modernisation des infrastructures, l'adoption de technologies plus propres et l'amélioration des pratiques opérationnelles, dans le but de diminuer l'empreinte carbone de l'entreprise tout en contribuant à un avenir énergétique durable. Depuis plus de trente ans, l'Algérie s'engage activement dans la réduction des émissions de carbone, témoignant d'une volonté précoce de participer au débat mondial sur le climat. Ce long engagement reflète la détermination du pays à contribuer aux efforts internationaux pour atténuer les impacts du changement climatique. Le secteur énergétique, qui représente environ 73 % des émissions mondiales de carbone, est au cœur de cette transition. En Algérie, le gaz naturel joue un rôle clé en tant qu'alternative plus propre aux combustibles fossiles. Toutefois, il est crucial que la production de gaz soit réalisée dans le respect des normes environnementales pour minimiser les impacts négatifs. « Selon divers rapports, le secteur énergétique est responsable de 73 % des émissions mondiales

de carbone. Chez Sonatrach, nous sommes convaincus que le gaz joue un rôle crucial dans la transition énergétique lancée en Algérie, tout en veillant à ce qu'il soit produit dans des conditions respectueuses de l'environnement », a noté l'intervenant. Le directeur HSE du groupe pétrolier a expliqué que Sonatrach concentre ses efforts sur la réduction des émissions de CO2 et de méthane, deux gaz à effet de serre majeurs. L'entreprise met en œuvre des mesures pour limiter les émissions fugitives, telles que celles résultant du torchage, et adopte des pratiques de compensation pour atténuer les effets de ces émissions sur l'environnement. Une gouvernance climatique rigoureuse a été instaurée au sein de Sonatrach, assurant une gestion intégrée des risques climatiques tout au long de sa chaîne de valeur, de l'exploration à la commercialisation. Cette approche garantit que les enjeux environnementaux sont pris en compte à chaque étape des opérations. « Cette stratégie est guidée par une gouvernance climatique au sein de l'entreprise. Cette gouvernance se traduit par la manière dont sont gérés les risques climatiques à travers toute la chaîne de valeur de Sonatrach, depuis l'amont pétrolier jusqu'à la commercialisation. Il y a donc des leviers à actionner, dont les principaux identifiés sont la réduction des émissions fugitives, y compris le torchage, l'efficacité énergétique et la compensation de la consommation », a-

t-il ajouté. L'invité de la rédaction a indiqué que l'objectif de Sonatrach et de l'Algérie est d'atteindre un équilibre entre les émissions et les compensations d'ici 2050, avec une réduction de 1 % du torchage comme objectif spécifique. L'engagement du pays se manifeste également dans sa collaboration avec l'initiative de réduction du torchage de la Banque mondiale. En effet, Sonatrach a réussi à réduire le torchage de 28 % depuis 2020, ce qui équivaut à un milliard de mètres cubes standard de gaz, grâce à des projets de récupération dans les phases amont de la production pétrolière et dans les activités liées à la lutte contre la pollution. « L'objectif final est d'atteindre un équilibre entre nos émissions d'ici 2050. Nous avons déjà pris des engagements tels que la réduction du torchage de 1 % en Algérie et notre adhésion à l'initiative de la Banque mondiale. En ce qui concerne la rédu-

tion du torchage, cela ne date pas d'hier : Sonatrach s'y est investie depuis trente ans. Ces efforts sont véritablement appréciables, et une réduction de 28 % depuis 2020 équivaut à un milliard de mètres cubes standard. Cette tendance baissière sera maintenue grâce à des projets visant à récupérer ces gaz tant au niveau de l'amont pétrolier qu'au niveau de l'activité LQS, qui sont les principaux émetteurs dans le domaine pétrolier, afin de respecter notre engagement », a-t-il dit. En somme, l'Algérie et Sonatrach démontrent un engagement concret envers la réduction des émissions de carbone et la transition énergétique. Leur investissement dans des stratégies climatiques et la mise en œuvre de mesures efficaces témoignent de leur détermination à atteindre des objectifs environnementaux ambitieux à long terme.

CRAINTES D'UNE EXTENSION DU CONFLIT AU MOYEN-ORIENT

Les cours du pétrole en hausse

Les prix du pétrole et de l'or ont augmenté, ce lundi, sur fond de craintes d'une extension du conflit au Moyen-Orient suite à une attaque de missile sur le plateau du Golan occupé. Les prix du pétrole ont réduit les pertes de la semaine dernière, les contrats à terme sur le brut Brent ayant augmenté de 20 cents, ou 0,3%, à 81,33 dollars le baril. Les contrats à terme sur le brut West Texas Intermediate américain ont également augmenté de 9 cents, ou 0,1%, à 77,25 \$ le baril. La semaine dernière, le Brent a perdu 1,8%, tandis que le brut West Texas Intermediate a chuté de 3,7% en raison de la faiblesse de la demande chinoise et des espoirs de parvenir à un accord de cessez-le-feu à Gaza.

PARTENARIAT ALGÉRIE-TUNISIE

Plusieurs dossiers examinés

Synthèse Rédaction nationale

Poursuivant sa visite de travail en Tunisie, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN) Brahim Boughali s'est entretenu, ce lundi, avec le ministre des Affaires étrangères, de l'Immigration et des Tunisiens à l'étranger Nabil Ammar. A l'occasion, le chef de la diplomatie tunisienne a exprimé la profondeur des relations tuniso-algériennes et le haut niveau d'entente entre les hauts responsables des deux pays. Evoquant la question économique et son impact sur le renforcement des relations bilatérales, Nabil Ammar a exprimé la volonté de son pays d'élargir cette coopération et coordination à tous les domaines dans le but de réaliser l'intégration économique. Pour ce faire, il préconise la levée de tous les obstacles administratifs afin

de continuer à faire face à tous les défis auxquels sont confrontés les deux pays. Le ministre a également souligné que la volonté politique affichée par les Présidents des deux pays se traduira par la promotion des affaires économiques et de développement, qui se répercuteront sur l'aspect sécuritaire. Louant le sommet trilatéral entre l'Algérie, la Tunisie et la Libye, Nabil Ammar a estimé qu'il constituera une boussole d'orientation pour tous les secteurs dans le cadre de l'intégration, notamment en ce qui concerne le développement des zones frontalières et son impact sur la sécurité et la stabilité de la région. Selon le communiqué de l'APN, le ministre tunisien n'a pas manqué l'occasion de souligner le retour de la Tunisie et son attachement aux positions souveraines et aux principes qu'elle n'abandonnera pas, notant que « la

Tunisie ne se soumettra à aucune pression de quelque nature que ce soit ». Le ministre a également rappelé le haut niveau de coordination qu'il entretient avec le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, notant l'importance de la coopération dans le domaine de l'énergie, qui nécessite la facilitation des affaires, l'échange commercial et la consultation. Pour sa part, Brahim Boughali a rappelé les efforts déployés par l'Algérie pour assainir et diversifier son économie et encourager les industries locales pour préserver l'économie, avec des résultats clairs qui se traduisent par la rationalisation des importations et l'encouragement des exportations hors hydrocarbures, indiquant que la coopération algéro-tunisienne vient en réponse à la volonté politique exprimée par les Présidents Abdel-

madjid Tebboune et Kais Saïd, compte tenu du prolongement des deux pays. Dans ce cadre, Brahim Boughali a mis en avant la nécessité de développer les zones frontalières en raison de leur impact à tous les autres niveaux, aussi bien sécuritaires que sociaux, et de leur relation avec la question de la migration, du terrorisme, de l'extrémisme et d'autres répercussions directes. En effet, le développement des zones frontalières ouvre de nouveaux horizons, permet d'économiser beaucoup d'efforts et contribue à accroître le rapprochement entre les deux pays. Le Président de l'APN a également salué le niveau de coordination entre les deux pays, notant que la coopération et la coordination parlementaires avancées reflètent clairement les liens profonds entre les deux peuples, d'une part, et la sincérité du gouvernement algérien, d'autre part.

FORMATION
PROFESSIONNELLE/SÉTIF

La spécialité de TS en cybersécurité introduite à l'offre de la session d'octobre 2024

Une formation spécialisée en systèmes et réseaux de cybersécurité couronnée d'un diplôme de technicien supérieur a été introduite à l'offre de formation professionnelle dans la wilaya de Sétif pour la session d'octobre 2024, apprend-on dimanche de la direction locale du secteur. Selon M. Naïm Chelil, responsable de la cellule de communication de cette direction, cette nouvelle formation proposée à l'Institut national spécialisé de formation professionnelle (INSFP) "Kacem Cherif" s'inscrit dans le cadre de la focalisation sur les spécialités qui servent l'économie nationale et suscitent l'intérêt des jeunes, dont les nouvelles technologies de l'information ainsi que la diversification de l'offre, notamment dans les spécialités scientifiques et des technologies modernes. Cette nouvelle spécialité s'ajoute à plus de 500 autres spécialités proposées par les centres et instituts de formation professionnelle des 60 communes de la wilaya, a indiqué M. Chelil qui a souligné que l'ouverture des spécialités vise à adapter la formation aux exigences du développement local et à former une main d'œuvre qualifiée qui trouve sa place sur le marché de l'emploi. En prévision de la prochaine session du 6 octobre, plus de 14.091 postes pédagogiques sont offerts dans les divers modes de formation, selon la même source. Pas moins de 19 conventions ont été signées au cours du premier semestre de l'année en cours avec des établissements économiques et sociaux et des directions de wilaya pour favoriser l'insertion professionnelle des diplômés du secteur, a rappelé la même source.

SONATRACH

Remise en service totale de la station de dessalement de Chatt El Hilal (Aïn Témouchent)

Le groupe Sonatrach a annoncé, dimanche dans un communiqué, la remise en service totale de la station de dessalement de Chatt El Hilal à Beni Saf (Aïn Témouchent), à peine deux semaines après son arrêt suite à un incendie. La station a retrouvé sa pleine capacité de production de 200.000 mètres cubes/jour "en un temps record" grâce aux efforts de l'Algerian Energy Company (AEC) (filiale du groupe Sonatrach), qui était parvenue à remettre partiellement en service la station (100.000 mètres cubes/jour) 48 heures après l'incendie survenu le 16 juillet, précise le communiqué. Ce résultat a été obtenu grâce aux mesures prises par la cellule de crise mise en place au niveau du site du sinistre et aux décisions prises séance tenante par le PDG du groupe Sonatrach, souligne la même source. Parmi ces décisions, le communiqué cite la mobilisa-

tions de tous les moyens logistiques et techniques pour la remise en service de la station à travers une équipe intégrée regroupant différentes filiales du groupe, dont la Société de maintenance industrielle d'Arzew (SOMIZ), l'Entreprise nationale de grands travaux pétroliers (GTP) et l'Activité liquéfaction-séparation de Sonatrach (LQS), et les équipes de l'AEC, qui ont travaillé sans arrêt jusqu'à la remise en service de la station, précise le communiqué. Le groupe a assuré qu'il "veille sans relâche au bon fonctionnement de toutes les stations de dessalement relevant de l'AEC afin de garantir un service public continu et de renforcer la sécurité hydrique de l'Algérie". La remise en service totale intervient après la visite d'inspection effectuée par le PDG du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, en compagnie du PDG de l'AEC, le 25 juillet 2024 à la station de Chatt El Hilal.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

UGCAA

L'union prête à contribuer aux efforts visant la stabilité des prix du café

L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) a exprimé, dimanche dans un communiqué, sa pleine disponibilité à contribuer aux efforts du Gouvernement visant à stabiliser les prix du café sur le marché national, notamment en s'engageant à plafonner les marges bénéficiaires. L'UGCAA s'est dite "satisfaite des conclusions ayant sanctionné la réunion interministérielle, présidée par le Pre-

mier ministre, M. Nadir Larbaoui, consacrée à la prise de mesures nécessaires face à la hausse des prix mondiaux du café et à ses répercussions sur le marché local", se félicitant des "décisions et mesures judicieuses qui ont été prises à même de contribuer à la baisse des prix et au renforcement du pouvoir d'achat des citoyens", lit-on dans le communiqué. L'Union a également salué "la rapidité de la prise en charge des préoccupations

des professionnels et de leur accompagnement", selon la même source. Dans ce cadre, l'UGCAA a affiché "sa pleine disponibilité à accompagner le Gouvernement, le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) et les opérateurs économiques dans l'application sur le terrain de ces décisions, via l'accompagnement des distributeurs, des grossistes, des détaillants et des propriétaires de cafés".

PÊCHE

Plus de 167 millions DA/an de revenus attendus après la prochaine réouverture de l'exploitation du corail rouge

wali d'El Tarf, Mohamed Meziane du nouveau siège de l'Agence nationale de développement durable de la pêche et de l'aquaculture dans la commune d'Ain El Assel, le ministre en visite de travail de deux jours dans cette wilaya a indiqué que des bénéfices financiers supérieurs à 800 millions DA devront être réalisés en cinq années outre la création de milliers d'emplois directs et indirects. M. Badani a ajouté que l'étude de la réouverture de l'exploitation du corail rouge en Algérie actuellement en cours au niveau de son département ministériel a atteint un stade "avancé", soulignant que la décision de réouverture de l'exploitation du corail relèvera des prérogatives du gouvernement après le débat à son niveau de ce dossier.

Evoquant la production de poisson en Algérie, le ministre a affirmé que son département œuvre à atteindre une production annuelle de 200.000 tonnes de poissons à l'horizon 2030 dont la moitié issue de la pêche et l'autre moitié de l'aquaculture. L'Algérie possède tous les atouts pour atteindre cette production qui ne dépassait pas les 100.000 tonnes/an, a ajouté M. Badani attribuant le doublement attendu de cette production aux investissements actuellement inscrits. Le ministre poursuivra lundi sa visite de travail et d'inspection, dans la wilaya d'El Tarf en présidant l'ouverture d'un séminaire national sur "l'investissement dans le domaine de l'aquaculture

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DÉVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 29 جويلية 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 29 Juillet 2024

Prix du détail ¹ DA / Kg		أسعار التجزئة ¹ د ج / كغ			المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Produits					
Légumes frais	Pomme de terre	108	119	98	البطاطا
	Tomate	67	80	53	الطماطم
	Oignon sec	46	52	40	البصل الجاف
	Ail sec	345	410	280	الثوم الجاف
	Carotte	73	82	64	الجزر
	Navet	124	137	111	لفت
	Poivron	103	116	90	الفلفل الأخضر
	Piment	118	138	97	الفلفل الحار
	Courgette	81	91	71	الكوسة
	Haricot vert	194	215	174	الفاصولياء الخضراء
	Laîtue	95	106	85	الخس
Fruits frais	Pomme locale	435	549	322	التفاح المحلي
	Datte	568	698	437	التمر
	Melon	105	117	93	البطيخ الأصفر
	Pastèque	86	98	74	البطيخ الأحمر
	Banane	354	369	340	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1739	1891	1588	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	374	384	364	الدجاج
	Œufs (Unité)	15	16	14	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	92	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

FONDS MONÉTAIRE ARABE SUR L'ALGÉRIE

Expansion financière et réformes stratégiques pour une croissance durable en 2024

L'Algérie poursuit son expansion financière avec des augmentations significatives des salaires publics et de l'emploi, tout en maintenant les niveaux de dette publique sous contrôle. Grâce à des réformes stratégiques et une diversification économique, le pays passe d'un budget de moyens à un budget d'objectifs, garantissant la réalisation des projets publics par la sélection des offres les plus avantageuses. Les mesures gouvernementales visant à contrôler la distribution des produits de grande consommation et à constituer un stock de sécurité pour 12 mois devraient freiner l'inflation en 2024 a indiqué le dernier rapport publié du Fond Monétaire Arabe (FMA) sur les Perspectives économiques arabes pour l'année 2024, qui offre une analyse complète des conditions économiques et des perspectives futures de la région arabe pour les années 2024 et 2025.

Par Mourad A.

Le Fonds Monétaire Arabe a confirmé que l'Algérie a cherché, ces dernières années, à réussir le processus de construction d'un nouveau modèle économique basé sur la diversification économique, soulignant l'engagement du gouvernement à lever tous les obstacles empêchant la construction d'une économie forte et résiliente, notamment en améliorant l'environnement des investissements et en optimisant l'utilisation des ressources.

Le rapport "Perspectives économiques arabes 2024" publié annuellement par le fonds, indique que les plans budgétaires pour 2024 en Algérie confirment la poursuite de l'expansion financière, avec des augmentations significatives des salaires publics et de l'emploi, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé, soulignant "les dépenses importantes" pour soutenir la stabilité économique et sociale. Le rapport met en évidence que l'analyse des finances publiques en Algérie pour la période 2023-2025 révèle une combinaison d'expansion financière, soutenue par un certain nombre de réformes stratégiques et des efforts de diversification économique.

Le rapport souligne que les niveaux de dette publique restent "sous contrôle", les données préliminaires indiquant que le ratio de la dette publique totale par rapport au PIB a atteint 47,3 % en 2023. Il mentionne également que l'Algérie a adopté plusieurs réformes relatives aux finances publiques, notamment l'élaboration de la loi de finances conformément à la loi organique 18-15 qui consacre le principe du passage d'un budget de moyens à un budget d'objectifs, l'adoption du contrôle préalable des dépenses et la mise en œuvre d'un contrôle budgétaire basé sur des mesures flexibles, ainsi que la promulgation de la loi sur les marchés publics, qui a permis d'établir un cadre juridique garantissant plus de transparence et de justice, et la création du Conseil national des marchés publics qui veille à la sélection des offres les plus avantageuses pour la réalisation des projets publics de développement dans les meilleures conditions financières et économiques.

Selon le rapport, les taux d'intérêt sont restés stables depuis 2017 et n'ont pas suivi les variations des taux d'intérêt aux États-Unis, ce qui permet à l'Algérie d'utiliser les taux d'intérêt comme un outil de politique monétaire pour maintenir la stabilité des prix et stimu-

ler la croissance économique, estimée à 4,2 % en 2023 contre environ 3,6 % en 2022. Cette croissance est considérée comme "une nette reprise des effets économiques importants de la pandémie de Covid-19 et des chocs externes résultant des tensions géopolitiques mondiales qui ont marqué les années 2022 et 2023." Le secteur pétrolier et gazier, qui a enregistré une croissance de 4,5 % en 2023, reste selon le rapport "un élément crucial de l'économie, aux côtés des contributions des secteurs non pétroliers tels que l'industrie, la construction et les services, qui ont connu une croissance combinée de 4,1 %."

Pour l'année 2024, le rapport prévoit que la croissance du PIB réel se stabilisera à 4,2 %, partiellement soutenue par des dépenses financières importantes, et anticipe un ralentissement du taux d'inflation, notamment après que le gouvernement algérien a pris une série de mesures pour l'atténuer, telles que la lutte contre la spéculation illégale, la fixation de marges bénéficiaires maximales, le développement du tissu commercial par la création de marchés de gros régionaux, et la mise en place d'une approche participative pour intégrer les commerçants opérant dans les espaces parallèles. Il s'agit égale-

ment de contrôler le réseau de distribution des produits de grande consommation et de constituer des stocks de sécurité correspondant à 12 mois de consommation nationale, ainsi que de mettre en œuvre une stratégie visant à atteindre l'autosuffisance en produits alimentaires de grande consommation, grâce à une nouvelle approche incluant l'extension des superficies consacrées à la production agricole.

Le rapport aborde également les principales réformes, notamment la modernisation du système bancaire et financier, la réforme du secteur public commercial, la gouvernance des entreprises publiques, l'amélioration de l'attractivité de l'environnement des investissements, ainsi que le développement du foncier économique et son utilisation optimale, le renforcement de l'économie de la connaissance, la recherche et le développement et l'innovation, et le soutien à la transformation numérique de l'administration publique afin d'éliminer la matérialité des procédures administratives et de numériser divers services pour garantir plus de transparence et de rapidité dans le traitement des dossiers et améliorer la qualité du service public.

ALGÉRIE-INDONÉSIE

Vers la création d'un forum d'affaires

La coopération algéro-indonésienne devrait connaître une nouvelle dynamique avec la création, dans les meilleurs délais, d'un forum d'affaires. Tel est le vœu exprimé, par l'ambassadeur de la République d'Indonésie en Algérie, Chalief Akbar Tjandraningrat, en marge de sa visite au complexe industriel «GSB Electrics» spécialisé dans l'industrie électrique de Mesra (Mostaganem). Dans sa déclaration, le diplomate indonésien a affirmé que son pays «espère créer un forum d'affaires algéro-indonésien dans les plus brefs délais» avec l'objectif de «saisir les grandes opportunités disponibles de coopération dans plusieurs domaines entre les deux pays».

Selon, Chalief Akbar Tjandraningrat, ce forum «sera un espace où se réunissent les hommes d'affaires des deux pays pour saisir les opportunités de coopération et l'échange d'expériences dans le domaine de

l'économie de la connaissance et des startups». Cet espace constituera, également, le deuxième «cadre de coopération, en plus du mémorandum d'accord entre l'Algérie et l'Indonésie, signé à la fin de l'année dernière», a ajouté l'ambassadeur indonésien. Outre l'énergie, les mines, l'économie de la connaissance et les startups, l'Indonésie compte sur les opportunités de coopération avec l'Algérie dans divers domaines. Soulignant le rôle important de l'Algérie en Afrique, le diplomate a laissé entendre que les responsables algériens prendront part au sommet Indonésie-Afrique, qui se tiendra à Bali au début du mois de septembre prochain, tout en mettant en lumière les liens historiques entre les deux pays, dont les racines remontent à la période d'avant l'indépendance.

Des liens qui devraient permettre aux deux pays pour augmenter leurs échanges commerciaux en mettant à profit leurs po-

sitions stratégiques.

«L'Algérie peut compter sur l'Indonésie comme une porte d'entrée pour accéder aux marchés de l'Asie du Sud et l'Indonésie peut exploiter l'Algérie comme une porte d'entrée pour l'Afrique. Il existe des opportunités prometteuses qui doivent être exploitées par les deux parties», a relevé le diplomate indonésien.

D'autant que l'Indonésie a exprimé son soutien à la demande d'adhésion de l'Algérie au Traité d'amitié et de coopération de l'ASEAN. Un soutien exprimé par la ministre indonésienne des Affaires étrangères, Mme Retno Marsudi, lors de sa visite de travail en Algérie, décembre dernier.

Sa rencontre avec le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a été sanctionnée par la signature d'un accord de coopération dans le domaine de l'industrie et de

l'énergie, ainsi qu'un mémorandum portant suppression des visas pour les titulaires de passeports diplomatiques.

Au plan politique et diplomatique, les deux parties sont convenus de réactiver «les mécanismes bilatéraux, notamment la réunion de la Commission mixte au niveau ministériel et la consultation bilatérale au niveau des hauts fonctionnaires». Deux événements devant se tenir à Jakarta au cours du premier semestre 2024.

A cet égard, le président du cluster des industries électriques, Djilani Bachir Koubibi, a estimé que «le salon international de l'énergie prévu à Djakarta, fin août prochain, et le sommet Indonésie-Afrique, prévu le mois suivant, seront une occasion de tenir des réunions et de conclure des partenariats entre les deux parties, notamment dans le domaine des industries électriques dans lesquelles notre pays a réalisé l'autosuffisance».

BLIDA
Récupération de plus de 7.000 pneus usagés

Plus de 7.000 pneus usagés ont été récupérés depuis mai dernier en milieu urbain et forestier par la direction de l'environnement de Blida dans le but de leur recyclage, a-t-on appris dimanche auprès de cette institution. Ces pneus de différents calibres ont été récupérés dans le cadre d'une campagne, lancée à cet effet en mai dernier par la direction de l'environnement en coordination avec nombre de partenaires, dont les communes et l'établissement public de gestion des centres d'enfouissement technique des déchets, a indiqué le directeur de l'environnement, Wahid Tchachi. Cette opération est inscrite dans le cadre de la stratégie du secteur visant à encourager le recyclage et la valorisation des déchets dans le but d'exploiter cette ressource, mais aussi de protéger le milieu naturel de la pollution, notamment par les déchets à dégradation lente, ce qui constitue un risque pour l'environnement. Les pneus usagés récupérés ont été transférés au Centre d'enfouissement technique (CET) de Beni Merad en vue de leur recyclage et valorisation de façon à créer une ressource alternative, a souligné M. Tchachi.

OUM EL BOUAGHI
5 nouvelles spécialités à l'Université Larbi Ben M'hidi

L'Université Larbi Ben M'hidi d'Oum El-Bouaghi a lancé cinq nouvelles spécialités à l'occasion de la prochaine rentrée universitaire 2024-2025, apprend-on dimanche auprès du vice-recteur chargé de la pédagogie Faouzi Chaouk. Il s'agit de trois nouvelles spécialités dont "l'intelligence artificielle (IA) et de la science des données" au Département des mathématiques et de l'informatique, de "la finance des entreprises" à la Faculté des sciences économiques et de "la valorisation et du traitement des déchets urbains" au Département de gestion des techniques urbaines, a précisé à l'APS M. Chaouk. Une licence (académique) en "arts dramatiques" sera également proposée pour la prochaine rentrée par la Faculté des lettres et des langues aux nouveaux bacheliers des wilayas de Batna, de Tébessa et d'Oum El-Bouaghi ainsi qu'une licence professionnelle en "gestion des unités de production" à l'Institut de technologie d'Ain M'lila, selon le même responsable. Le choix de ces nouvelles spécialités par l'Université Larbi Ben M'hidi a pris en compte les données liées au marché du travail et aux exigences de l'environnement socio-économique, a précisé le vice-recteur.

SIDI BEL ABBES

110 exploitations agricoles bientôt raccordées au réseau d'électricité

La société de distribution de l'électricité et du gaz (SDO) de la wilaya de Sidi Bel Abbes a programmé le raccordement de 110 exploitations agricoles, au cours de l'année 2024, dans le cadre du programme d'électrification agricole du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, a-t-on appris dimanche de la direction locale de cette société.

La chargée d'information et de communication de la SDO, Faouzia Sa-boundji, a souligné que depuis le début de l'année en cours, 30 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau d'électricité sur un total de 110 exploitations programmées pour l'exercice en cours, soit un taux de 30 pc. Elle a précisé que le raccordement des exploitations agricoles au réseau d'électricité rurale de la wilaya de Sidi Bel Abbes se déroulait selon trois programmes importants, qui ont été achevés.

Le premier programme de soutien agricole a permis le raccordement de 97 exploitations agricoles, le deuxième programme est celui du Fonds commun des collectivités locales, permettant le raccordement de 242 exploitations, alors que le troisième programme d'électricité agricole a concerné 218 exploitations agricoles. Le wali de Sidi Bel Abbes, Samir Chibani, a

annoncé l'inscription de 1.600 demandes déposées auprès des services concernés pour le raccordement des exploitations agricoles au réseau d'électricité rurale, qui seront pris en charge progressivement. Ces raccordements contribuent amplement au développement des zones rurales, l'amélioration du cadre de vie de ses habitants et le renforcement de la production agricole nationale, a-t-on relevé.

MASCARA

Création de plus de 180 entreprises artisanales en 6 mois

Plus de 184 entreprises artisanales ont été créées dans la wilaya de Mascara durant le premier semestre de l'année 2024, a-t-on appris du Directeur de la Chambre de l'artisanat et des métiers de la wilaya Tahar Djebbar Miloud. M.T ahar Djebbar a indiqué à l'APS que ces entreprises ayant contribué à créer plus de 350 emplois permanents sont toutes entrées dans la phase de production. Elles concernent les activités liées aux industries traditionnelles de services avec 78 en-

treprises et les industries de l'artisanat traditionnel (55), en plus de 51 entreprises dans l'artisanat pour la production de matériaux. D'autre part, au cours de la même période, la même chambre a délivré 235 certificats de qualification au profit des jeunes qui souhaitent obtenir une carte d'artisan et bénéficier d'un soutien des dispositifs d'emploi, et des pensionnaires des établissements de rééducation de la wilaya ayant suivi des formations. La chambre a pris l'initiative d'organiser, au cours du premier semestre de cette

année, cinq sessions de formation dans les domaines de la pâtisserie traditionnelle, l'esthétique, la coiffure féminine, ainsi que la gestion, ayant ciblé plus de 140 personnes. Par ailleurs, M. Tahar Djebbar a souligné que la chambre de l'artisanat et des métiers de la wilaya a programmé pour les mois d'août et de septembre prochains trois expositions de wilaya dédiées à la promotion des produits artisanaux de la wilaya, dans le cadre du programme annuel spécial, en vue de les commercialiser.

EL-OUED

Raccordement de plus de 2.500 foyers des localités enclavées au réseau d'électricité

Plus de 2.547 foyers des zones d'ombre et enclavées, relevant de 22 communes de la wilaya d'El Oued, ont été raccordés au réseau d'électricité, a-t-on appris dimanche de la direction locale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz-distribution). Intervenant en application des directives des pouvoirs publics portant raccordement aux ré-

seaux d'électricité et du gaz naturel des régions enclavées et zones d'ombre, cette opération a ciblé des localités des communes de Taleb-Larbi, Douar El-Mae et Benguecha, et autres localités et villages ruraux à travers le territoire de la wilaya, a indiqué le chargé de la communication à la Sonelgaz, Habib Meslem. Ces opérations ont donné lieu à la réalisation d'un réseau de

distribution de 155 km, moyenne (MT) et basse tensions (BT), raccordés à 68 transformateurs terrestres et aériens. L'on relève que pas moins de 1.762 foyers ont été raccordés durant le premier trimestre de l'année courante (2024) à travers les territoires des communes d'El-Bayadha, Robbah, El-Hamraya, Nekhla, El-Ogla et Oued-EL-Alenda.

A ces opérations viennent s'ajouter également au raccordement en 2024 des lotissements sociaux délimités au niveau de ces collectivités. Une enveloppe de 816 millions DA a été débloquée pour la réalisation d'un réseau de distribution de 61 km, basse et moyenne tensions, et la mise en place de 37 transformateurs électriques, a fait savoir la même source.

TIZI-OUZOU

Ouverture et aménagement de près de 680 km de pistes forestières

Des travaux d'ouverture et d'aménagement de 679,6 km de pistes forestières ont été réalisés dans la wilaya de Tizi-Ouzou, au titre des actions préventives des incendies relevant du programme de la Conservation des forêts, a-t-on appris dimanche auprès de cette institution. Sur ces travaux réalisés, 575 km de pistes forestières ont été ouvertes ou aménagées dans le cadre du "Contrat-programme 2020/2024". L'aménagement de pistes a porté sur un linéaire total de 381 km. Pour les 194 km restants, il s'agit de l'ouverture de nou-

velles pistes, a-t-on souligné. Ces opérations exécutées rentrent dans le cadre d'un programme totalisant 386 km d'aménagement de pistes et 237,4 km d'ouverture de pistes en cours de réalisation, a observé la même source. A cela s'ajoutent les opérations inscrites dans le cadre du programme d'équipement 2022 portant sur l'aménagement de 113,9 km de pistes forestières et dont 82,1 km ont été réalisés, le reste étant en cours, et l'ouverture de 22,5 km de pistes dont 20,5 km ont été déjà ouvertes, a-t-on indiqué. Par ailleurs, au titre des mêmes

actions préventives, et particulièrement l'ouverture et l'aménagement de voies d'accès en vue de faciliter l'intervention des moyens de lutte en cas de déclenchement d'incendies, un autre programme est en cours d'exécution à travers la wilaya, selon la conservation. Il s'agit du programme financé par la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSGCL) portant sur l'aménagement de 50,5 km de pistes rurales et l'ouverture de 37 km de pistes rurales également au profit de 11 communes et qui est en cours d'exécution.

Pas de souveraineté industrielle sans souveraineté du capital

Dans un monde de plus en plus régi par les rapports de force, toute dépendance se transforme en vulnérabilité. Les crises successives de ces dernières années ont ainsi placé au cœur des débats les questions de souveraineté, de dépendance étrangère pour se procurer des produits stratégiques et de relocalisation de la production de ces biens sur le territoire – questions également liées avec l’atteinte de la neutralité carbone.

Par **Pierre Gattaz (1)** et **Jean-Pierre Le-tartre (2)**

Créer les conditions de l’implantation et du développement des entreprises sur notre territoire est plus que jamais crucial. Et notre industrie ne sera compétitive que si elle est capable d’investir dans la recherche et le développement, dans des outils de production plus performants et durables, dans l’adaptation aux enjeux climatiques, dans la conquête de nouveaux marchés, dans les technologies de demain ou encore dans la formation et la fidélisation des talents. La liste est longue. Pour réaliser le financement de ces investissements stratégiques en préservant la souveraineté industrielle, n’y a-t-il pas un prérequis à prendre en compte ? Personne, ou presque, ne parle de la souveraineté du capital. Et il ne peut y avoir de souveraineté industrielle sans souveraineté du ca-

pital. Cette souveraineté financière est le socle d’une souveraineté nationale, c’est même la mère de toutes les formes de souveraineté. Nous avons besoin d’un environnement qui permette le maintien et le développement de ressources financières françaises : le made in France nécessite du financed by the French. L’ISF et les droits de succession ont été à l’origine de la cession de nombreuses entreprises à des capitaux étrangers, et expliquent aujourd’hui le faible nombre d’ETI françaises comparé à d’autres pays européens, et notamment au fameux Mittelstand allemand. Outre-Rhin, la transmission de l’entreprise à un héritier est perçue comme légitime par les acteurs sociopolitiques. Des dispositifs, comme celui de la fondation, accompagnent cette transmission pour éviter le rachat de l’entreprise. En France, le contexte est différent : la transmission à l’héritier n’apparaît pas a fortiori comme une solution à privilégier. Le capitalisme

familial recouvre très vite une dimension idéologique, suscitant un positionnement « pour » ou « contre ». Sans le pacte Dutreil, nous aurions complètement abandonné notre tissu industriel et nos entreprises familiales, en particulier dans nos territoires dont certains sont aujourd’hui sans activité industrielle. L’absence de mécanisme de retraite par capitalisation, qui aurait permis aux citoyens d’épargner en investissant dans des entreprises françaises, explique aussi que près de la moitié des entreprises du CAC 40 est détenue par des actionnaires étrangers. Aujourd’hui, avec la flat tax et le pacte Dutreil, nous avons un environnement acceptable (non pas favorable) par rapport aux autres pays et stable depuis quelques années. Surtout n’y touchons pas ! Alors que nous comptons moitié moins d’ETI que l’Allemagne et à l’heure où une étude de Bpifrance révèle que 50 % des entreprises familiales devront être transmises dans les dix ans à venir, il est indispensable de préserver les

acquis, à l’image du pacte Dutreil, et de les amplifier, tant l’enjeu est grand. La France se réjouit depuis plusieurs années de sa position de pays le plus attractif d’Europe pour les investissements étrangers (baromètre EY 2024), elle doit aussi veiller à préserver et à développer la capacité d’investissement nationale. Dans le contexte politique actuel, la taxation du capital revient en force dans le débat, mais comment défendre la souveraineté économique française sans souveraineté des moyens de financement ? La France sera souveraine si son capital est lui-même souverain. Protégeons-le. Nous ne pouvons pas nous permettre une nouvelle dissolution, celle de notre capital !

(1) ancien président du Medef, fondateur et président de l’Institut des Solutions.
(2) Président d’Entreprises & Cités, cofondateur de l’Institut des Solutions.
Source : Les Echos

APRÈS PLUSIEURS CHOCS

L’industrie allemande teste sa capacité d’adaptation

C’est un accord gagnant-gagnant, qui illustre les mutations de l’industrie allemande et ses capacités à trouver des solutions communes. Le mois dernier, l’équipementier auto Continental, qui prévoit la suppression de plus de 7.000 postes dans le monde, a signé une lettre d’intention avec Rheinmetall, le géant allemand de la défense en plein boom, pour lui transférer une partie de son personnel. A titre d’exemple, jusqu’à 100 collaborateurs du site Continental de Gifhorn trouveront des perspectives d’emploi chez Rheinmetall à Unterlöss, en Basse-Saxe, à environ 55 kilomètres, ont-ils expliqué. « Les changements profonds dans tous les secteurs ne peuvent être surmontés qu’ensemble », a déclaré Ariane Reinhart, la directrice des ressources humaines de Continental. L’équipementier automobile, confronté à la fin programmée du moteur thermique et la montée en puissance de la concurrence chinoise, a signé des accords dans ce sens avec d’autres entreprises, dont Stiebel Eltron, le fabricant de pompes à chaleur, et Siemens Mobility, l’équipementier ferroviaire. De son côté, Rheinmetall serait en discussion avec d’autres fournisseurs automobiles, dont Bosch, qui supprime 7.000 postes. Le constructeur du char Leopard est le grand vainqueur du « Zeitenwende », ce changement d’ère annoncé par le chancelier Olaf Scholz et censé accélérer le réarmement de l’Allemagne sur fond de guerre en Ukraine. Le groupe, dont le patron aurait fait l’objet d’un projet d’assassinat de la Russie, table sur une croissance de ses ventes de 40 % cette année, à plus de 10 milliards d’euros. « Peu d’entreprises en Allemagne connaissent une croissance aussi forte que Rheinmetall, constate son DRH, Sebastian Krause. Dans cette situation, il est très important pour nous de connaître des personnes qui s’intéressent à nous et que nous pouvons inclure dans nos équipes – si cela convient aux deux parties. » Avant de rejoindre le groupe, les employés bénéficieront d’une formation assumée par Continental.

La production en baisse depuis 2018

Ce genre d’accords illustre la transformation de l’indus-

trie allemande, selon Robin Winkler, chef économiste chez Deutsche Bank : des pans de l’industrie disparaissent, notamment parce que leurs coûts ne sont plus compétitifs, mais d’autres prennent le relais avec des produits de plus haute valeur ajoutée. Résultat : la production industrielle baisse depuis 2018 mais la rentabilité des entreprises est restée stable. « Si la désindustrialisation s’observe en termes de production, et de plus en plus également d’emploi, la contribution de l’industrie au revenu national est restée stable constate l’économiste. Pour nous, il s’agit donc plutôt d’une évolution industrielle. » Il en veut pour preuve l’évolution du secteur chimique, frappé par la crise énergétique, qui a rendu trop chère la production de certains procédés en Allemagne, comme l’ammoniaque. « Quelques entreprises ont décidé de ne pas tout produire en Allemagne, mais d’importer des biens intermédiaires, observe Robin Winkler, pointant la baisse de la production chimique en Allemagne et sa hausse en Pologne. Cette tendance va se poursuivre. Mais là où la valeur est réellement créée, c’est dans la conception et la fabrication des produits. » « La clé du succès de l’économie allemande est la part relative de son industrie qui est restée constante, appuie Claus Michelsen, économiste à la fédération de l’industrie pharmaceutique (VFA). Et ceci est lié au fait qu’elle a toujours été en mesure de s’adapter. » Des branches ont disparu, comme le papier-carton ou le textile, mais d’autres ont prospéré, comme l’automobile ou la machine-outil, des viviers d’innovation. En pleine renaissance, l’industrie de défense fournit d’ailleurs d’autres exemples. L’année dernière, la Bundeswehr, l’armée allemande, a repris le chantier naval de Warnow, qui construisait des paquebots de luxe sur la Baltique avant de tomber en faillite, pour en faire un atelier de maintenance des navires de la Marine. A la clé, le sauvetage de 500 emplois... Reste à savoir si cette recette miracle sera aussi efficace après la série de chocs encaissée par l’industrie allemande depuis 2018 : ralentissement de la demande chinoise, transformation de l’automobile, crise du Covid, ruptures d’approvisionnement et crise énergétique. Sans compter le retour aux affaires potentiel de Donald

Trump, dont la politique protectionniste risque d’affecter le champion de l’export. Face à un taux d’utilisation des capacités dans le secteur manufacturier tombé à 80,3 % au début du deuxième trimestre, la puissante Fédération de l’industrie allemande (BDI) est en alerte. « Il faut remonter à la crise financière mondiale et au début de la pandémie du coronavirus pour trouver un niveau aussi faible », a averti fin juin son président Siegfried Russwurm. Des surcapacités qu’il faudra traiter...

La fermeture annoncée de plusieurs usines

Depuis début juillet, les mauvaises nouvelles s’accumulent. Audi a annoncé la fermeture de son usine de Bruxelles, qui emploie 3.000 personnes – une première depuis les années 1990. Sa maison mère Volkswagen a confirmé la non-reconduction d’un millier de CDD dans son usine de Zwickau. BASF a dévoilé un projet de fermeture de deux sites allemands de glufosinate d’ammonium, employant 300 personnes. Sans parler des faillites, qui devraient progresser de 21 % en 2024 en Allemagne, selon Allianz Trade. Jusqu’à présent, ces évolutions n’ont pas vraiment affecté le marché de l’emploi. Dans un pays qui souffre d’un manque criant de main-d’œuvre, le taux de chômage plafonne à 3,2 % (données Eurostat). Il touche même des champions de la transition énergétique, comme Vaillant, Viessmann ou Stiebel Eltron, qui ont mis des milliers d’employés au chômage partiel après l’effondrement des commandes de pompes à chaleur à la suite de l’arrêt de subventions. Un sort qui pourrait rattraper à son tour l’industrie automobile, frappée elle aussi par l’arrêt brutal des aides à l’achat de véhicules électriques, fin 2023. Selon Evelyn Herrmann, économiste Europe chez Bank of America, l’Allemagne a besoin d’un programme d’investissement pour se donner le temps de « redéfinir son économie ». Malgré des investissements record, les grandes lignes du budget présenté mi-juillet par le gouvernement, décidé à respecter la règle du frein à la dette, risquent de ne pas suffire.

Source : Les Echos

EGYPTE

Accords

d'investissement
d'une valeur de 340
millions USD pour la
production
d'hydrocarbures

L'Egypte a signé dimanche des accords d'investissement d'une valeur de 340 millions de dollars pour stimuler la production de pétrole et de gaz. Le ministère égyptien du pétrole et des ressources minérales a signé dimanche deux accords avec des entreprises internationales en vue d'investir 340 millions de dollars pour stimuler la production de pétrole et de gaz en Méditerranée et dans le golfe de Suez. Après des discussions entre le ministre égyptien du Pétrole, Karim Badawi, et des dirigeants de compagnies pétrolières et gazières internationales, un accord d'investissement de 222 millions de dollars a été signé avec Shell Egypt et Petronas (Malaisie) pour stimuler la production de gaz naturel dans la région du delta occidental de la Méditerranée. L'accord prévoit le forage de trois puits et la mise en place d'installations maritimes. En outre, un accord de 120 millions de dollars avec "Cheiron Energy" a également été signé pour augmenter la production de pétrole dans le golfe de Suez.

GRANDS PROJETS BLOQUÉS EN TUNISIE

Des retards qui coûtent cher

«Port d'Ennfidha», « Cité médicale de Kairouan », «Porte de la Méditerranée »... Autant de projets bloqués en Tunisie depuis plusieurs années déjà. «Ces mégaprojets ont été initiés de manière assez improvisée, à la faveur de démarches spontanées, engagées par des investisseurs étrangers à la recherche d'opportunités de placement fructifiant leurs « capitaux oisifs... », a affirmé Mustapha Boubaya, ancien membre du Bureau exécutif et trésorier de la Chambre syndicale nationale des entreprises d'études, de conseil et de formation de l'Utica.

« Je pense que le Chef de l'Etat a entièrement raison de s'en préoccuper, un grand projet ou un mégaprojet aurait dû passer par un processus d'identification, de maturation et de planification, comme tout projet de l'envergure de celui de la « Porte de la Méditerranée » promu, depuis 2007, par la holding émiratie « Sama-Dubaï » sur les berges-sud du Lac de Tunis afin d'édifier sur plus de 800 hectares une nouvelle ville formée de plusieurs centres d'activité (résidentiel, commercial et touristique) avec même un port de plaisance », a affirmé Mustapha Boubaya, ancien membre du Bureau exécutif et trésorier de la chambre syndicale nationale des entreprises d'études, de conseil et de formation de l'Utica. Des initiatives improvisées Il a poursuivi, « ce grand projet n'a pas

été bien identifié ni même esquissé aux plans urbanistique et architectural. Ainsi, il n'a pas fait l'objet d'étude d'impacts socio-économiques et environnementaux. Également, il n'a pas été initié sur la base de plans d'exécution en bonne et due forme, et n'a pas impliqué les partenaires concernés. Il n'a pas, non plus, fait l'objet d'une planification de faisabilité adossée à une prévision de mobilisation des ressources financières ». Il a fait, par ailleurs, savoir que comme de nombreux autres grands projets, mentionnés ci-dessous, ce mégaprojet a été initié de manière assez improvisée, à la faveur de démarches spontanées, voire orientées, engagées par des investisseurs à la recherche d'opportunités de placement fructifiant leurs capitaux oisifs : « il s'agit de démarches spontanées qui n'auraient abouti à aucune réalisation

significative, ce qui poussera les pouvoirs publics à chercher d'autres partenaires pour réaliser ce genre de grand projet, sinon l'abandonner tout simplement ». a-t-il affirmé. Selon Boubaya, c'est tout un processus qui aurait dû être finalisé avant qu'un mégaprojet de l'envergure de la « Porte de la Méditerranée » reçoive l'accord des autorités habilitées et fasse l'objet d'une Loi. Il est important de rappeler, dans ce sens, que cette loi a permis de céder le littoral maritime et ses dépendances (plus de 830 hectares) à la société « Sama-Dubaï » au dinar symbolique pour une durée d'exploitation de 90 ans. « Une sorte d'autorisation légale pour exploiter le domaine public gratuitement pendant une durée inhabituelle », a-t-il regretté.

MAURITANIE

Approbation par le parlement d'un accord mauritano-saoudien
dans le domaine de l'investissement

L'assemblée nationale mauritanienne a approuvé au cours d'une séance plénière, un projet de loi autorisant la ratification d'un accord sur la promotion et la protection réciproque des investissements entre l'Arabie Saoudite et la Mauritanie. Ce projet de loi vise à « renforcer et élargir la coopération économique entre la Mauritanie et l'Arabie Saoudite, notamment par un traitement

juste et équilibré et une protection totale conformément au droit international et aux normes internationales adoptées dans le domaine des accords de promotion et de protection des investissements relatifs à la promotion et la protection mutuelle des investissements, le traitement national et celui de la nation la plus favorisée, la compensation des pertes de transfert de fonds et le règlement des dif-

férends ». « De ce point de vue, les deux pays sont tenus de mettre en place les facilités nécessaires à la réalisation des investissements en faveur des investisseurs des deux pays », a déclaré le ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat lors de son exposé devant le parlement. Le ministre a expliqué que cet accord « est appelé à augmenter le flux des investissements saoudiens, ce qui permettra la

création de nouvelles opportunités d'emploi et contribuera à la réduction du taux de chômage, notant que l'accord est conforme aux dispositions de la loi n° 052-2012, du 31 juillet 2012, relative au code des investissements ». Pour leur part, les parlementaires ont appelé le gouvernement à « accompagner l'accord pour assurer l'attraction des investisseurs saoudiens

», soulignant « la nécessité de mettre les investisseurs mauritaniens en Arabie saoudite dans de meilleures conditions, de préserver la réputation du pays, d'appeler le ministère à accélérer le rythme de la croissance et à créer des opportunités d'emploi pour les jeunes, de lutter contre la pauvreté, de lever les obstacles à l'investissement dans notre pays et d'exiger que toutes les difficultés soient surmontées.»

DUBAÏ

La Chambre internationale de Dubaï attire 24 entreprises
multinationales au cours du premier semestre 2024

La Chambre internationale de Dubaï, l'une des trois entités opérant sous l'égide des Dubai Chambers, a enregistré une croissance de 54 % du nombre de sociétés multinationales (MNC) et de petites et moyennes entreprises (PME) qu'elle a attirées dans l'émirat, passant de 56 au premier semestre 2023 à 86 au cours du S1 2024. Les entreprises attirées au cours des six premiers mois de cette année comprenaient 24 multinationales, contre huit au premier semestre 2023, soit une croissance de 200 % en glissement annuel. En S1 2024, 62 PME ont été attirées à Dubaï, marquant une augmentation de 29 % par rapport aux 48 de la même période l'année dernière. La Chambre internationale de Dubaï a

également aidé 34 entreprises locales à se développer sur de nouveaux marchés mondiaux au cours du premier semestre 2024 grâce à ses bureaux internationaux et à divers programmes et initiatives, soit une augmentation de 127 % par rapport aux 15 entreprises aidées au premier semestre 2023. Sultan Ahmed bin Sulayem, président de la Chambre internationale de Dubaï, a déclaré : « La performance remarquable réalisée au cours du premier semestre est le résultat des efforts continus de la Chambre internationale de Dubaï pour contribuer à la réalisation des objectifs de l'Agenda économique de Dubaï (D33), qui vise à doubler la taille de l'économie de l'émirat au cours de la prochaine décennie et à consolider la position de Dubaï parmi

les trois premières villes mondiales. » Au cours du premier semestre, la chambre a organisé deux missions commerciales en Asie du Sud-Est et en Afrique de l'Ouest avec 38 entreprises de Dubaï dans le cadre de l'initiative « New Horizons », permettant aux entreprises basées à Dubaï de participer à des missions commerciales sur des marchés internationaux sélectionnés. Plus de 830 réunions B2B ont été organisées pour explorer les opportunités d'investissement et les partenariats économiques. Lors de la mission commerciale en Asie du Sud-Est, 200 réunions B2B ont été organisées avec des entreprises indonésiennes et 180 avec des entreprises vietnamiennes. La mission commerciale en Afrique comprenait des visites au Sénégal et au

Maroc, avec plus de 150 réunions B2B organisées à Dakar et plus de 300 à Casablanca entre la délégation de Dubaï et des entreprises marocaines pour discuter du développement des affaires. La Chambre internationale de Dubaï a signé un protocole d'accord avec la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Dakar pour renforcer la coopération. De plus, quatre protocoles d'accord ont été signés au Maroc pour renforcer la coopération avec l'Agence marocaine pour le développement des investissements et des exportations, la Confédération générale des entreprises du Maroc, la Chambre de commerce, d'industrie et de services de Casablanca-Settat et celle de Rabat-Salé-Kénitra.

AFRIQUE DU SUD

Plus de renouvelable pour les besoins de la mine de Tharisa

Cette démarche s’inscrit dans un mouvement plus général qui concerne la plupart des industriels miniers sud-africains qui optent désormais pour des énergies plus propres pour alimenter leurs mines.

La société d’exploitation minière cotée sur les bourses de Johannesburg et de Londres, Tharisa, a annoncé le 25 juillet avoir conclu un accord d’achat d’électricité à long terme pour l’approvisionnement en énergie renouvelable de sa mine située en Afrique du Sud. L’accord de 15 ans a été conclu avec Etana Energy Proprietary Limited. Il prévoit qu’Etana fournira jusqu’à 44 % de la demande d’électricité de la mine Tharisa grâce à de l’énergie provenant de parcs éoliens et solaires situés dans la province du Cap-Occidental et du Cap-Nord, en utili-

sant le réseau de transport d’électricité existant. « Ce deuxième grand projet d’énergie renouvelable est la progression naturelle dans notre quête pour réduire notre dépendance à l’égard de l’énergie fossile, et une composante majeure de la création de l’entreprise de ressources durables de demain. Avec des partenaires bien établis dans le domaine des énergies renouvelables, je suis certain que nous atteindrons et dépasserons nos objectifs de réduction des émissions de carbone, tant en termes de quantité que d’échéances [2030] », a déclaré

Lucien Matthews, directeur des projets spéciaux de Tharisa. Cette transaction permettra à Tharisa de mieux gérer ses coûts d’électricité et de bénéficier des certificats d’énergie renouvelable découlant de la transaction. Le projet viendra compléter une centrale solaire de 40 MW, développée par TotalEnergies Renewables South Africa Proprietary Limited et Chariot Transitional Power South Africa Proprietary Limited, qui est conçue pour fournir 30 % des besoins en énergie de Tharisa

NIGÉRIA

La sécurisation du brut a coûté 1,5 milliard \$ en 4 ans

Sécuriser les installations pétrolières contre les actes de vandalisme qui aboutissent très souvent au vol du brut, est l’option qu’a prise le Nigéria sous l’égide de l’ex-président Muhammadu Buhari. Ceci, sans grand succès. Au Nigéria, ce sont au moins 1,5 milliard de dollars qui ont été investis depuis 2020 pour assurer la sécurité des installations pétrolières du pays. L’information a été publiée ce jeudi 25 juillet par George

Akume, le secrétaire du gouvernement fédéral lors d’une audition au Parlement. Le responsable s’est exprimé sur la situation, source de préoccupation pour l’État qui malgré des investissements conséquents peine à trouver une solution durable à ce phénomène récurrent qui affecte l’économie nationale. Selon un rapport de l’Initiative pour la transparence des industries extractives nigériennes (NEITI), le vol de pétrole brut

a fait perdre au pays environ 46 milliards de dollars entre 2009 et 2020, dont 10 milliards de dollars en seulement sept mois. Face à cette situation, la Chambre des représentants a mis en place une commission spéciale pour faire la lumière sur ces pertes. Le vol de pétrole reste un frein majeur à la rentabilité de l’exploitation pétrogazière, et de manière générale à la performance économique du Nigéria.

BÉNIN

Un projet éducatif en faveur des filles hors du système scolaire

Au Bénin, le gouvernement a instauré la scolarité gratuite pour les filles. Cette initiative fait partie des mesures prises pour augmenter leur scolarisation afin de garantir à ces dernières une éducation de qualité et une participation active au développement du pays. Le Conseil des ministres, tenu le mercredi 24 juillet, a adopté le Programme national pour l’accélération de l’éducation et du bien-être des filles au Bénin. Ce programme étendu sur une durée de cinq ans et dont la mise en

œuvre va réciter un investissement de 94 milliards FCFA (155,8 millions de dollars) vise à « améliorer les compétences de ces jeunes filles en vue de leur autonomisation, en particulier celles non scolarisées, déscolarisées et issues des ménages vulnérables », a souligné le communiqué final du Conseil. Selon la même source, le programme comprend quatre composantes, à savoir : l’appui à l’éducation des filles hors du système scolaire, le maintien à l’école des filles issues des mé-

nages vulnérables, le développement des compétences de vie et l’amélioration de la santé sexuelle et reproductive des adolescentes, ainsi que la transition école-emploi et l’autonomisation économique des adolescentes et des jeunes filles. Ce programme vient renforcer le dispositif déjà en place en faveur de l’éducation de la jeune fille au Bénin. En effet, ces dernières années, le gouvernement du Bénin a mis un point d’honneur à augmenter le taux de scolarisation des filles. L’une des initiatives

phares prises dans ce sens a été l’instauration en 2023 de la gratuité de la scolarité pour les élèves filles à tous les niveaux du cycle secondaire. Pour soutenir ce projet de gratuité, le gouvernement a alloué pour l’année scolaire 2023/2024, la somme de 3,4 milliards FCFA. Le financement a été réparti sous forme d’allocation financière au profit des établissements publics de l’enseignement secondaire général.

SÉNÉGAL

Don de 31 millions \$ du Japon pour la santé, l’agriculture et la sécurité

En février dernier, le Japon avait financé un projet de pêche artisanale en Casamance. Le ministre sénégalais de l’Economie, du Plan et de la Coopération, Dr Abdou-rahmane Sarr, et l’ambassadeur du Japon près le Sénégal, Izawa Osamu, ont procédé à la signature d’une convention d’environ 31 millions \$ sous forme de don. L’information a été publiée le vendredi 19 juillet 2024 par le ministère sur son compte X. Cette aide financière vise à renforcer plusieurs secteurs cruciaux pour le développement du Sénégal. Elle est « destinée à des secteurs tels que la santé, l’agriculture et la sécurité. Mais aussi pour une meilleure prise en charge du capital humain », précise le communiqué. Ce financement contribuera notamment à améliorer les infrastructures et à renforcer les capacités du système de santé. Il permettra en outre d’augmenter la productivité et la durabilité du secteur agricole. C’est la première subvention entre le Japon et le Sénégal sous le mandat du président Diomaye Faye. Elle intervient au moment où les perspectives économiques du Sénégal se sont nettement améliorées. Selon le FMI, la croissance économique est projetée à 7,1 % en 2024 et à 10,1 % en 2025, avec une inflation qui devrait baisser et rester dans la fourchette cible de la BCEAO, d’ici fin 2025. En 2023, la croissance était à plus de 4,6%.

EXPORTATIONS D’ORANGES EN 2024

L’Afrique du Sud revoit à la baisse ses prévisions

L’Afrique du Sud est le deuxième exportateur mondial d’agrumes derrière l’Espagne. Dans le secteur, la filière orange est la principale contributrice aux recettes d’exportations. En Afrique du Sud, la filière agrumes s’attend finalement à expédier 76,8 millions de cartons d’oranges, soit 1,15 million de tonnes (1 carton= 15 kg) du fruit sur le marché international en 2024. C’est ce que révèlent les dernières projections formulées par l’As-

sociation sud-africaine des producteurs d’agrumes (CGA). Le stock annoncé affiche une baisse de 8,6 % par rapport aux prévisions de 84 millions de cartons (1,25 million de tonnes) formulées en début de campagne et signerait une quasi-stagnation par rapport aux volumes expédiés un an plus tôt. Pour expliquer ce revirement, la CGA met en avant les conditions climatiques défavorables qui ont affecté l’appareil productif dans certaines zones

de productions au début du mois de juillet. « Le temps glacial induit par la gelée dans les régions de Marble Hall et Groblersdal de la province du Limpopo, a entraîné une réduction de 600 000 cartons des estimations de navel dans cette région et de 1 million de cartons pour les volumes de Valencia. À cela s’ajoute l’impact des récentes inondations dans la province du Cap-Occidental et les vents violents qui ont touché la province du Cap-Oriental »,

indique l’Association dans un communiqué publié le 19 juillet dernier. S’exprimant sur le sujet, Jan-Louis Pretorius, vice-président de la CGA, estime qu’il n’y aura pas d’offre excédentaire d’oranges au cours de la campagne de 2024. Pour rappel, la dynamique des ventes d’oranges dans la filière sud-africaine est principalement portée par la variété « Valencia » qui représente environ 70 % du stock expédié.

UNE SEMAINE DÉCISIVE POUR LES TAUX

L'Europe ouvre dans le vert

Les principales Bourses européennes évoluent en hausse prudente lundi en début de séance, portées par le secteur de l'énergie et par une série de résultats d'entreprises, ainsi que par la perspective d'un assouplissement monétaire de la part de certaines des plus grandes banques centrales du monde.

À Paris, le CAC 40 perd 0,19% à 7.503,13 points vers 07h49 GMT. A Francfort, le Dax avance de 0,27% et à Londres, le FTSE 100 progresse de 0,63%. Le FTSEurofirst 300 est en hausse de 0,18% et le Stoxx 600 de 0,20%, mais l'indice EuroStoxx 50 perd par contre 0,03%. Les marchés ont ouvert sur une note positive lundi au début d'une semaine qui s'annonce chargée en annonces de politique monétaire par les banques centrales, en particulier aux États-Unis mercredi, les investisseurs pariant que la Réserve fédérale (Fed) réduira ses taux pour la première fois en septembre. Les chiffres de l'inflation PCE américaine, publiés vendredi, n'ont pas, par ailleurs, remis en cause cette hypothèse. La semaine s'annonce également chargée pour les résultats semestriels des entreprises, dont quatre des "7 Magnifiques", les géants américains de la technologie, après que le scepticisme a gagné le sec-

teur, dont les actions ont connu un rallye depuis début 2024. En zone euro, les investisseurs attendent cette semaine les chiffres de la croissance économique et de l'inflation dans la zone euro, alors que la Banque centrale européenne (BCE), qui a déjà réduit ses taux d'intérêt pour la première fois en juin, a opté pour le statu quo en juillet. En Grande-Bretagne, les investisseurs sont moins sûrs que la Banque d'Angleterre (BoE) assouplisse ses taux lors de sa réunion jeudi : ils estimant à 51% la probabilité que les taux d'intérêt soient maintenus à 5,25%, l'inflation restant élevée et la croissance des salaires robuste. Aux valeurs, le secteur européen de l'énergie bénéficie (+1,24%) de la hausse des prix du pétrole après une attaque à la roquette sur le plateau du Golan occupé par Israël, que le gouvernement du Premier ministre Benjamin Netanyahu impute au Hezbollah libanais. À Paris, TotalEnergies avance de 1,2% et à

Londres, Shell progresse de 1,4%. Philips prend plus de 10%, le fabricant néerlandais d'appareils médicaux ayant annoncé des résultats trimestriels supérieurs aux prévisions, grâce notamment et

à la mise en œuvre de son programme de restructuration. Heineken recule en revanche de plus de 6% après que le bras-seur néerlandais a manqué les attentes de croissance de son bénéfice semestriel.

APRÈS HUIT SÉANCES DE PERTES

La Bourse de Tokyo rebondit

La Bourse de Tokyo démarrait en fort rebond lundi matin après un long tunnel de pertes, ragaillardie par la vigueur de Wall Street vendredi sur fond d'attentes renforcées d'une baisse de taux de la Fed dès septembre. L'indice vedette de la capitale nipponne, qui a chuté de 6% sur l'ensemble de la semaine dernière, regagnait 2,7% à 38.683,16 points vers 00H50 GMT et l'indice élargi Topix reprenait 2,31% à 2.761,85 points.

Le dollar remontait à 153,95 yens vers 00H50 GMT, contre 153,76 yens vendredi à 21H00 GMT. L'euro s'appréciait aussi à 167,21 yens contre 166,92 yens en fin de semaine dernière, et valait 1,0861 dollar contre 1,0856 dollar vendredi. Les cours du pétrole progressaient: le baril de WTI américain gagnait 0,27% à 77,37 dollars et celui de Brent de la mer du Nord 0,44% à 81,49 dollars vers 00H45 GMT.

GRANDE BRETAGNE

Le FTSE 100 de Londres dopé par les valeurs énergétiques

Le FTSE 100 de Londres dopé par les valeurs énergétiques ; les décisions sur les taux d'intérêt aux États-Unis et au Royaume-Uni en ligne de mire Le FTSE 100 de Londres a progressé lundi, stimulé par les actions du secteur de l'énergie et par l'optimisme des investisseurs quant aux réductions des taux d'intérêt aux États-Unis et au Royaume-Uni, tandis que la faiblesse de Pearson a limité les gains. L'indice FTSE 100 a progressé de 0,5 %, atteignant son plus haut niveau depuis le début du mois de juin. L'indice FTSE 250 à moyenne capitalisation était stable à 7h07 GMT après avoir clôturé à son plus haut ni-

veau depuis plus de deux ans vendredi. Les actions du secteur de l'énergie ont mené les gains, avec une augmentation de 1,5%, alors que les prix du pétrole ont augmenté sur les craintes d'une aggravation du conflit au Moyen-Orient. Shell et BP ont gagné plus de 1% chacun. Les mineurs de métaux précieux et les mineurs de métaux industriels ont également progressé de 0,4 % et 0,7 %, dans le cadre de gains plus larges. En revanche, les actions des secteurs des soins personnels, des médicaments et de l'épicerie ont chuté de 1,4 %, plombées par la baisse de 9,2 % de Reckitt Benckiser, qui a

atteint son niveau le plus bas depuis plus de 11 ans. Près de 1 000 actions en justice ont été intentées contre le fabricant de lait maternisé Enfamil, Reckitt Benckiser, Abbott ou les deux, devant les tribunaux fédéraux ou étatiques. Le sentiment mondial était optimiste après que les actions technologiques aient rebondi à Wall Street et qu'un rapport sur l'inflation américaine largement en ligne ait maintenu les paris pour une réduction en septembre vendredi. Cette semaine, tous les regards seront tournés vers la décision de la Réserve fédérale

américaine sur les taux d'intérêt, mercredi, où les investisseurs s'attendent à ce que la banque centrale adopte une position dovish à la suite d'une série de données qui soutiennent la tendance au ralentissement de l'inflation dans l'économie. Un rapport crucial sur l'emploi est également attendu vendredi, ce qui pourrait influencer davantage la position de la Fed. La décision de politique monétaire de la Banque d'Angleterre occupera le devant de la scène jeudi. Les acteurs du marché ont évalué à environ 56 % les chances d'une réduction, malgré les données récentes montrant une inflation des services stagnante.

A L'ENTAME D'UNE SEMAINE CHARGÉE

Les Bourses mondiales dispersées

Les Bourses mondiales sont dispersées lundi, à l'entame d'une semaine dense, partagée entre les résultats des géants technologiques américains, des décisions de politiques monétaires des banques centrales japonaise, américaine puis britannique, et plusieurs indicateurs macroéconomiques. En Europe, vers 09H20, la Bourse de Paris cédait 0,12% malgré une ouverture positive, Francfort gagnait 0,40%, Milan 0,65% et Londres 0,47%. En Asie, les indices ne partagent pas non plus de tendance. La Bourse de Tokyo a terminé en fort rebond (+2,13%), portée par la bonne performance des indices américains vendredi, et mis fin à une série de huit séances consécutives de pertes.

En Chine, la Bourse de Shenzhen perdait 0,96% dans les derniers échanges, "s'inquiétant toujours de la vigueur économique en Chine", commente John Plassard, spécialiste de l'investissement pour Mirabaud. Toutefois, "les rendements des obligations d'État chinoises à 10 ans ont chuté à un niveau historiquement bas de 2,16%, soulignant l'impact significatif des récentes mesures d'assouplissement monétaire de la Banque populaire de Chine visant à soutenir une économie en difficulté", ajoute John Plassard. "La semaine qui s'annonce est vraiment chargée pour les marchés", soulignent les analystes de Deutsche Bank. Mardi, les investisseurs attendront les résultats de Microsoft, les em-

plois vacants (JOLTS) américains, les PIB allemand, français et italien du deuxième trimestre et l'inflation allemande de juillet. Mercredi, c'est Meta qui publiera ses résultats. Le marché prendra aussi connaissance des décisions de politique monétaire des banques centrales japonaise et américaine. Jeudi, les publications d'Apple et d'Amazon seront à l'agenda, ainsi que la décision de politique monétaire de la Banque d'Angleterre. Vendredi, ce sera au tour des chiffres de l'emploi aux États-Unis d'être publiés. "Il est difficile de deviner lequel de ces événements aura l'impact le plus important sur les marchés, mais ce sera probablement les quatre entreprises technologiques", estiment les

analystes de Deutsche Bank. "Elles représentent à elles seules 19,7% de l'indice américain S&P 500 et auront ainsi une influence considérable sur le marché", ont-il poursuivi. Par ailleurs, les résultats des géants technologiques américains sont attendus "avec une certaine nervosité après les déceptions de Tesla et d'Alphabet la semaine dernière", ajoutent les analystes. Du côté des banques centrales, "il ne fait pas de doute que la Réserve fédérale (Fed) va bientôt entamer son cycle de baisse des taux", estime Deutsche Bank. Le marché s'attend largement à ce que la Fed laisse ses taux inchangés en juillet et que la première baisse des taux de l'institution américaine arrivera dès septembre.

Sur le marché obligataire, le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans évoluait à 4,17%, contre 4,19% vendredi en clôture.

Mitsubishi Motors accélère

Le constructeur automobile japonais Mitsubishi Motors (+5,33% à Tokyo), allié de Renault (+0,87% à Paris) et Nissan (+2,21% à Tokyo), a vu son titre bondir après des informations du quotidien Nikkei selon lesquelles le groupe envisagerait de rejoindre un partenariat stratégique dans l'électrique et les logiciels entre ses compatriotes Honda (+2,66% à Tokyo) et Nissan, alors que les géants automobiles nippons peinent à s'affirmer dans l'électrique face à la concurrence étrangère.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 26 Juillet 2024 Valeur : 30 Juillet 2024				
#				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.3811	134.3961
1	EUR	EURO	145.8035	145.8735
1	GBP	POUND STERLING	172.9264	172.9680
100	JPY	JAPANESE YEN	87.2718	87.2872
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5307	18.5379
1	CHF	SWISS FRANC	152.1181	152.2040
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	97.2930	97.3321
1	DKK	DANISH KRONE	19.5398	19.5448
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.4390	12.4422
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.2216	12.2257
1	AED	UAE DIRHAM	36.5852	36.5913
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.8187	35.8246
1	KWD	KUWAITI DINAR	439.2975	439.6340
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.9902	43.4222
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.6184	13.6199
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.4527	27.5933
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.5382	3.5386
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.5588	178.5588

ROYAUME-UNI

Le gouvernement face au gouffre financier laissé par les conservateurs

La ministre britannique de l'Economie, la travailliste Rachel Reeves, s'apprête à révéler lundi l'ampleur du gouffre dans les finances publiques laissé par les conservateurs et ses pistes pour le combler, préparant le terrain à un resserrement des cordons de la bourse et de possibles hausses d'impôts.

Les médias britanniques évoquent un trou de 20 milliards de livres sterling (23,7 milliards d'euros), que le nouveau gouvernement travailliste de Keir Starmer impute à l'inconséquence des Tories, sèchement battus aux élections du 4 juillet après 14 ans au pouvoir. Devant la Chambre des Communes, Rachel Reeves va "révéler les conclusions de l'évaluation du Trésor sur l'héritage du nouveau gouvernement" et présenter "les premières étapes pour restaurer la stabilité des finances publiques", a prévenu le gouvernement dans un communiqué diffusé pendant le week-end. Cette évaluation montrera que le Royaume-Uni est "à sec et brisé" et révélera "la pagaille que la politique popu-

liste a fait de l'économie et des services publics", poursuit le texte. Selon des extraits de son discours communiqués par ses services, la ministre des Finances doit devant les députés accuser les conservateurs d'avoir "caché l'état véritable des finances publiques" avant de "partir en courant".

"Arnaquer les Britanniques"

Pour faire les économies nécessaires et équilibrer les comptes publics, des annulations ou reports de projets d'infrastructures sont anticipées, laissant craindre des effets négatifs sur le long terme. Selon le Sunday Times, le gouvernement réfléchit par exemple à renoncer au

tronçon de la ligne ferroviaire à grande vitesse HS2 qui prévoit d'aller jusqu'à la gare d'Euston, dans le centre de Londres, au profit d'une gare en périphérie de la capitale britannique. Pour autant, le Labour écarte toute idée d'austérité et le gouvernement devrait suivre les recommandations indépendantes d'accorder à des millions de fonctionnaires des hausses de salaires supérieures à l'inflation. Rachel Reeves doit en outre annoncer lundi la création d'un organisme destiné à lutter contre le gâchis d'argent public et confirmer avoir demandé des prévisions afin de présenter un budget à l'automne.

IRLANDE

Dublin augmentera ses dépenses publiques de base de 6,1 % en 2024

L'Irlande a l'intention d'augmenter les dépenses publiques de base de 6,1 % l'année prochaine dans le cadre d'un budget global de 6,4 milliards d'euros (6,98 milliards de dollars), selon sa déclaration économique d'été. Il y a deux ans, le gouvernement avait déclaré qu'il essaierait d'ancrer la croissance des dépenses au taux de croissance de l'économie, soit environ 5 % par an, mais il a suspendu cette politique cette année avec une augmentation de 6,5 %. Le ministre des finances, Michael McGrath, a déclaré

que les augmentations de dépenses proposées "permettront au gouvernement de fournir le niveau d'investissement que nous estimons nécessaire pour maintenir les services publics et protéger les revenus, sans ajouter indûment aux pressions inflationnistes". "La règle doit être flexible, elle doit être adaptée aux circonstances du moment", a-t-il déclaré. Le ministère des finances a estimé en avril que l'un des rares excédents budgétaires actuels en Europe atteindrait 6,3 % du revenu national d'ici à 2026 grâce à l'augmenta-

tion des recettes de l'impôt sur les sociétés, ce qui signifie que les finances de l'État peuvent facilement financer des dépenses budgétaires supplémentaires. Toutefois, la banque centrale irlandaise et l'organisme indépendant de surveillance budgétaire ont tous deux exhorté le gouvernement à s'en tenir à la règle des 5 % de dépenses, la banque centrale avertissant qu'elle risquait d'aggraver "considérablement" l'inflation et de provoquer une surchauffe de l'économie. Alors que l'inflation irlandaise a diminué de moitié au cours

des neuf derniers mois pour atteindre 4,8 %, selon les données préliminaires de la semaine dernière, l'inflation de base est bloquée à 5,7 % et la banque centrale ne s'attend à ce que la mesure sous-jacente, étroitement surveillée, atteigne son maximum que plus tard dans l'année. L'économie irlandaise devrait également connaître une forte croissance cette année, après avoir été la plus dynamique de l'UE en 2022, le taux de chômage ayant récemment atteint un niveau record de 3,8 %.

ETATS-UNIS

La croissance repart de plus belle au deuxième trimestre

L'économie américaine, qui semblait présenter des signes d'essoufflement au premier trimestre après plus de deux ans de performances supérieures aux attentes, a marqué un sursaut inattendu ces derniers mois, à la plus grande satisfaction du président Joe Biden et du camp démocrate à quelques mois de l'élection présidentielle. Portée par la consommation et l'investissement, la progression du produit

intérieur brut (PIB) des Etats-Unis s'est de nouveau accélérée entre avril et juin, atteignant 2,8% en rythme annualisé, contre 1,4% au premier trimestre, selon la première estimation du département du Commerce, publiée jeudi. Une surprise pour les analystes qui anticipaient une accélération mais plus modeste, à 1,9%, selon le consensus publié par briefing.com. En la comparant au trimestre précédent, la croissance atteint 0,7%, contre

0,4% sur le premier trimestre par rapport au dernier de 2023. Ces données sont ajustées de l'inflation, c'est-à-dire que le calcul exclut les effets de la hausse des prix. Le département du Commerce explique l'accélération de la croissance par une "hausse des dépenses de consommation, tant dans les biens que les services" mais aussi une "progression de l'investissement privé dans les stocks".

GRÈCE

Santorin, île symbole, cherche à se protéger du surtourisme

Prise d'assaut pour ses paysages sublimes bleus et blancs, relayées sur les réseaux sociaux, l'île des Cyclades cherche aujourd'hui à contenir le flot touristique. Une coulée de chapelles blanches coiffées de coupoles bleues qui dégringole dans la mer Egée, des baisers d'amoureux et des poses "sexy" de jeunes femmes en talons hauts: Santorin, "l'île Instagram" de Grèce est prise d'assaut par les amateurs de selfies et de photos. A l'instar d'autres destinations très touristiques, l'île des Cyclades perchée sur un volcan frise la saturation par endroits et veut désormais restreindre le nombre de paquebots de croisière. "Ce sont vos vacances mais c'est chez nous" En s'enfonçant dans les ruelles obstruées par la foule du très photogénique village d'Oia, on bute sur une file d'attente. Vingt minutes de queue au moins pour se prendre en photo devant de petites églises aux dômes bleus accrochées à la falaise. Une vue devenue le symbole de la Grèce, reproduite des milliers de fois sur des boules à neige, des magnets, des affiches, des tasses, des torchons. Dans ce décor célèbre dans le monde entier, on peut même réserver une séance photo avec "une robe qui vole" pour "se sentir comme une déesse grecque"... délestée toutefois de 270 à 370 euros. Plus loin, des écriteaux rappellent une évidence qui ne semble plus l'être: "Respect. Ce sont vos vacances... mais c'est chez nous." Dans une Grèce qui a enregistré l'an dernier un record de 32,7 millions de visiteurs, Santorin a accueilli 3,4 millions de touristes, pour une population de 15.500 personnes. Et pour le maire de l'île, ça suffit.

HONGRIE

Programme de travail de la présidence

La présidence hongroise a présenté ses priorités et son programme de travail dans le domaine des affaires économiques et financières, en particulier dans les domaines de la politique économique, du budget annuel, des services financiers, de la fiscalité et des questions douanières. La grande priorité de la présidence hongroise est d'améliorer la compétitivité de l'économie européenne. Nous concentrons nos efforts sur les domaines dans lesquels l'action de l'UE apporte une réelle valeur ajoutée et dans lesquels nous pouvons contribuer efficacement à la stabilité macroéconomique et à la prospérité dans un environnement géopolitique incertain. Malgré une marge de manœuvre budgétaire limitée, nous devons trouver les meilleurs moyens d'atteindre ces objectifs pour le bien-être à long terme des citoyens de l'UE.

Le Kia EV9 de base est étonnant

Kia a fait grosse impression avec l'EV9, son nouveau SUV électrique familial. La version d'accès équipée d'un moteur de 204 ch, parvient-elle à offrir un agrément suffisant et une autonomie décente à ce mastodonte de 2,5 tonnes ?



Malgré un ticket d'entrée à 73 000 €, le nouveau Kia EV9 compte bien démocratiser la mobilité familiale électrique car jusqu'à aujourd'hui, les seules propositions équivalentes se trouvaient du côté des marques premium (Mercedes EQS SUV, Tesla Model X, etc.) avec des tarifs avoisinant les 100 000 €.

S'il est bien moins cher, le nouveau EV9 est loin d'être « raisonnable ». A commencer par son gabarit, plutôt taillé pour les US que pour nos routes. L'EV9 mesure plus de 5 mètres de long et pas loin de 2 mètres de large. Autant dire qu'en ville, sa conduite mérite la plus grande attention.

La version testée aujourd'hui est celle d'accès, équipée d'un moteur électrique de 204 ch placé sur le train arrière. Elle réalise le 0 à 100 km/h en 9,4 s. Une fiche technique qui conviendrait parfaitement à un SUV compact, mais pour un SUV de 2,5 tonnes, cet attelage paraît léger. Tout du moins sur le papier, car en pratique ce rectangle sur roues tire profit de la puissance annoncée. Les accélérations sont vives et les reprises suffisamment correctes pour ne pas pester dans les situations délicates. Naturellement, le couple maxi (350 Nm) s'avère un peu juste pour offrir à cette masse des reprises dignes de ce nom mais dans l'ensemble vous n'aurez pas l'impression d'être sous motorisé, même avec 7 occupants à bord.

Consommations médiocres, recharge ultra-apide

Son importante surface frontale et son poids excessifs pénalisent les consommations, donc l'autonomie. Sur autoroute où il est pourtant le plus à son aise, l'EV9 consomme un joli 28 kWh/100 km en roulant aux limitations portant ainsi le rayon d'action à un peu plus de 350 km. Heureusement, il peut compter sur son architecture 800V pour des recharges vraiment rapides. En à peine 20 minutes, nous avons vu la jauge du coréen passer de 20 à 80 % sur une borne Ionity débitant jusqu'à 180



kW en crête et 140 kW de moyenne. Un très bon point pour les voyages au long cours sachant que Kia, en tant que membre du consortium Ionity, bénéficie de tarifs préférentiels.

Via l'application Kia charge, vous pouvez souscrire un abonnement de 13 €/mois donnant accès à un tarif de recharge à la minute préférentiel (0,29 €). Au terme de notre essai, ajoutant à cela une section de route et de ville, la consommation moyenne de l'EV9 204 s'est établie à 22 kWh/100 km, offrant une autonomie d'environ 450 km, assez loin du score WLTP annoncé à 560 km.

En ville, c'est un éléphant dans un magasin de porcelaine

L'EV9 est donc un brillant voyageur délivrant un bon niveau de confort et une insonorisation soignée à vitesse élevée. L'autoroute est sans conteste son terrain de prédilection. Les autres environnements réclament une vigilance permanente, tant le gabarit est imposant. Pour les manœuvres en ville, la circulation péri-urbaine ou sur les petites routes de campagne, vous serez constamment obligés d'anticiper, de jauger et généra-

lement de céder le passage, tant sa largeur est importante et sa direction trop démultipliée. Vous le remarquerez instantanément en ville où son rayon de braquage est médiocre (12,38 m). Une fois appréhendé, l'EV9 se révèle sûr et assez docile à manier. Il prend peu de gîte en courbe et rassure par un freinage endurant.

Si le Kia Ev9 est massif ce n'est pas uniquement pour le style. Il met son physique à profit des volumes offrant à l'ensemble des occupants un bel espace à vivre. Les strapontins du dernier rang sont pratiquement aussi confortables que les places de la banquette et disposent en prime de dossiers inclinables électriquement. Tous les occupants bénéficient de bouches d'aérations, de porte-gobelets, de prises USB et de li-seuses.

A l'avant, la planche de bord se veut épurée, joliment dessinée, et dotée d'une grande dalle numérique composée de trois écrans de 12,3 pouces, sur cette finition « Earth ». De quoi simplifier l'ergonomie, même si le système multimédia réclame toujours un peu de pratique pour s'y retrouver dans les nombreuses icônes peu lisibles qui composent ses menus.

Le coffre arrière revendique, quant à lui, un volume de chargement de 828 litres en configuration 4/5 places, contre 333 litres en configuration 6/7 places. Suffisant pour voyager à 7 avec les bagages. A cela, il ne faut pas oublier le frunk de 90 litres placés sous le capot, permettant de loger les câbles de recharge par exemple.

Kia a aussi doté son modèle d'une modularité extrêmement bien pensée, nettement supérieure au dernier Peugeot 5008. Ici tout est automatisé. Il est possible de rabattre électriquement l'ensemble ou une partie des sièges depuis le coffre et surtout de basculer et coulisser la banquette du second rang pour faciliter l'accès aux deux places du fond. tout est intuitif et bien pensé.

L'EV9 propulsion est disponible à partir de 73 000 €. A ce prix, le SUV propose 7 places et une dotation déjà très complète, avec de série, le système de pré-conditionnement de la batterie, la pompe à chaleur, la climatisation tri-zone, des projecteurs avant à LED adaptatifs, l'assistance, les sièges avant et arrière de second rang chauffants et ventilés, le volant chauffant ou encore le triple écran panoramique. Notre version d'essai « Earth » réclame tout de même 80 000 €. Elle ajoute le triple écran panoramique, la vision panoramique 360°, la sono Méridian avec 14 haut-parleurs, l'affichage tête haute et la recharge bidirectionnelle. Un investissement pas forcément nécessaire tant la version d'accès est bien équipée. L'EV9 se positionne donc à mi-chemin entre le nouveau Peugeot E-5008 et des modèles plus premium comme la Tesla Model X.

Comment NVIDIA est devenue l'entreprise la plus valorisée au monde

Le 18 juin 2024, NVIDIA est devenue l'entreprise la plus valorisée au monde avec une valeur marchande de 3 340 milliards de dollars, dépassant des géants tels que Microsoft, Apple, Samsung et Alphabet. Comment une entreprise fondée en 1993 a-t-elle réussi à réaliser cet exploit historique ?



Il s'est produit quelque chose qui a surpris le monde entier de la technologie. Nvidia, une entreprise que la plupart des gens connaissent pour ses cartes graphiques, est devenue l'entreprise la plus valorisée au monde le 18 juin 2024. Avec une valeur marchande de 3 340 milliards de dollars, ils ont dépassé des géants tels que Microsoft, Apple, Samsung et Alphabet. Qu'est-ce qui a permis à l'entreprise fondée en 1993 de réaliser cet incroyable revirement ? Examinons de plus près comment NVIDIA a franchi cette étape et quels sont ses projets futurs.

Une brève histoire de NVIDIA : de sa création à aujourd'hui

NVIDIA a été fondée en 1993 par Jensen Huang avec deux collègues. L'histoire raconte que Jensen, autrefois serveur adjoint dans un restaurant Denny's local, a rapidement découvert sa passion pour l'informatique. Après une carrière réussie chez AMD en tant que concepteur de microprocesseurs, Jensen a eu une idée qui a changé à jamais le monde de l'informatique. Lors d'une réunion légendaire chez Denny's, Jensen et un collègue ont conçu la société qui allait devenir NVIDIA. Le nom de l'entreprise vient du mot latin « Invidia », qui signifie envie, et ils voulaient souligner que leurs futures puces feront l'envie de la concurrence.

Le premier grand succès : GeForce 256 et la révolution GPU

En 1999, NVIDIA a lancé la GeForce 256, la première puce commercialisée en tant qu'unité de traitement graphique (GPU). Cette innovation a permis le

traitement parallèle, ce qui a considérablement accéléré le rendu des graphiques dans les jeux et allégé la charge des unités centrales de traitement (CPU). Le GPU est rapidement devenu indispensable dans le monde des jeux et des consoles, apportant à NVIDIA une reconnaissance mondiale.

La GeForce 256 a été le premier pas dans la direction qui a conduit NVIDIA à dominer le marché des cartes graphiques. Avec des améliorations constantes et la sortie de nouvelles générations de GPU, NVIDIA a dépassé son rival traditionnel, AMD, au point de le devancer désormais largement en termes de revenus. Au premier trimestre 2024, NVIDIA a généré 26 milliards de dollars de revenus, tandis qu'AMD a généré un maigre 5,5 milliards de dollars.

Misez sur l'intelligence artificielle (IA) et CUDA

En 2006, NVIDIA a fait un pas dans le monde de l'intelligence artificielle avec la sortie de CUDA (Compute Unified Device Architecture). Cette plate-forme logicielle a permis aux développeurs d'applications de profiter également de toute la puissance des cartes graphiques NVIDIA pour des tâches non graphiques. Ce fut un moment décisif, car les cartes NVIDIA sont devenues un outil pour les éditeurs vidéo, les analystes financiers, les mineurs de crypto-monnaie, et en particulier pour les entreprises qui souhaitaient créer et former de puissants modèles d'IA. CUDA a permis aux développeurs d'utiliser les milliers de cœurs des GPU NVIDIA pour le traitement parallèle, ce qui s'est avéré extrêmement utile pour les applications nécessitant beaucoup de puissance de calcul. Cette décision a fait

des cartes graphiques NVIDIA la référence pour tous ceux qui cherchent à effectuer des tâches informatiques complexes, du traitement vidéo à la modélisation des marchés financiers et à l'extraction de crypto-monnaie.

Croissance explosive et révolution de l'IA

Grâce à sa vision et à sa collaboration avec d'autres entreprises technologiques, NVIDIA est devenue une pierre angulaire de l'intelligence artificielle. Des entreprises comme Tesla utilisent des GPU NVIDIA pour leurs clusters de supercalcul, permettant ainsi de progresser dans le domaine des voitures autonomes. La technologie NVIDIA intervient dans de nombreuses applications devenues incontournables dans le monde moderne. Alors que le développement de l'IA a explosé ces dernières années, les cartes NVIDIA sont devenues un élément clé de ce processus. L'intelligence artificielle nécessite une énorme puissance de calcul, qui ne peut être fournie que par le traitement parallèle des GPU. NVIDIA est devenu le choix standard des chercheurs et développeurs en IA, ce qui a grandement contribué à leur croissance.

Popularité et disponibilité des actions

NVIDIA a également procédé à un fractionnement d'actions de 10 : 1, rendant le titre plus accessible aux nouveaux investisseurs. Cette décision était judicieuse à une époque où le monde entier cherchait des moyens d'investir dans l'intelligence artificielle. Cela a rendu les actions plus accessibles et attrayantes pour un plus large éventail d'investisseurs, ce qui a encore alimenté la croissance de l'entreprise.

L'impact de NVIDIA sur l'avenir

Bien que NVIDIA occupe actuellement la troisième place en termes de valeur marchande en raison d'une correction du marché, il est clair que l'intelligence artificielle ne va nulle part. Le monde est de plus en plus numérisé, depuis les films réalisés à l'aide de safaris jusqu'aux chirurgiens se préparant à des opérations avec l'aide de jumeaux numériques de patients. NVIDIA est au centre de cette révolution numérique, avec sa technologie qui alimente tout, des jeux vidéo aux procédures médicales avancées.

NVIDIA est devenu un acteur incontournable dans le monde de l'intelligence artificielle et du numérique. Leur vision, leur innovation et leurs décisions stratégiques les ont conduits à la position qu'ils occupent aujourd'hui. À l'avenir, ils continueront probablement à jouer un rôle clé dans le développement du progrès technologique et de la transformation numérique.

Le parcours de NVIDIA, depuis ses modestes débuts dans un restaurant Denny's jusqu'à l'entreprise la plus précieuse au monde, est une incroyable histoire d'innovation, de vision et de flexibilité. Même s'ils occupent actuellement la troisième place, leur rôle dans le monde de l'intelligence artificielle et de l'avenir numérique reste indispensable. NVIDIA est la preuve qu'avec la bonne vision et les bonnes décisions stratégiques, une entreprise peut atteindre des sommets qui semblent inaccessibles. L'histoire de NVIDIA est la preuve que l'avenir de la technologie est plein de rebondissements et d'innovations inattendues qui continueront de façonner notre monde.

Mots fléchés

Région française	↓	Bête de somme dans le désert	↓	Transgres-sèrent	↓	Pic de Pyrénées	↓	Vin blanc mousseux italien	↓	Ne rien faire	↓	Soudard	↓
Femelles stériles	→					Marque	↓			Bière anglaise	→	On le donne en musique	↓
	→									Mésaventure			
Excitatrice		Il y celle du pouvoir		Commune de Haute-Garonne	→			Pesai	→				
	→	↓						Recréer ce qui n'existe plus	↓			Séances extraordinaires	
Salut romain	→			Cri pour invoquer Dionysos	→			Souverain hongrois	→			↓	
Agricole	→			Espèce de bugle	↓			African-Union	↓				
	→						Helvète	→					
							Connu						
Récente	→					Lieux pour sportifs	↓						Habitations sommaires
Ville du Maroc	→					Néon	↓						↓
	→		Sentiment de lassitude	→				Prénom masculin	→				
			Auteur de rumeurs	↓				Parties de cheminées	↓				
Celui qui agit	→	Idiote	→				Écorce de chêne	→			Genre de société	→	
	→	Officier supérieur	↓				Lèvre épaisse inférieure	↓			Flots		
	→	↓			Grain de beauté	Bataillées	→				↓		
Ni dieu, ni maître		Affligées	Convoiter	→	↓					Enzyme	→		
	→	↓	Soleil divin	↓						Héroïque			
				Familles de primates		Pressenti	→			↓		Ville de Mayenne	
Exposé pour la vente	→			↓		Colère ancienne		Un ländler allemand	→			↓	Quand il est de pique c'est un croupion
Adresse	→					↓							↓
			Lavabo	→				Oiseau grimpeur		Coups sur un tambour	→		
										Porteur de rameaux	↓		
Argon	→		Il y a celui du son	→				Austère	Aides du matador	→			
Rabat-teuses	→		Trou normand	↓				↓	Chaton de fleur	→			Actrice italo-brésilienne
	→							Comme au premier jour	↓				↓
Ne peut plus se déplacer aux échecs	→	Certain	→			Ceinture jaune	Petit récipient pour les écoliers d'autrefois	→					
	→	Certificat	↓			↓							
			A vu pis	→			Regardé	→		Électron-volt	→	Transpira	
							Nouveau congé	↓				↓	
Illustre	→							Tira du liquide	→				
Amérindien	→							Dedans	↓				
	→		Salpêtre	→						Veuf	→		
Dieu celte	→					Essayerai	→						

VENEZUELA

Nicolas Maduro réélu président avec 51,20% des suffrages

Le président sortant Nicolas Maduro a été réélu pour un troisième mandat à la tête du Venezuela avec 51,20% des suffrages, a annoncé le Conseil national électoral (CNE) peu après minuit dimanche. M. Maduro a obtenu 5,15 millions de voix, devant le candidat de l'opposition Edmundo Gonzalez Urrutia, un peu moins de 4,5 millions (44,2%), selon les chiffres officiels annoncés par le président du CNE, Elvis Amoroso, après le dépouillement de 80% des bulletins et une participation de 59%. Le résultat est "irréversible", a-t-il déclaré. Nicolas Maduro a promis "paix, stabilité et justice" au Venezuela lors d'un discours juste après l'annonce de sa réélection pour un troisième mandat, dans la nuit de dimanche à lundi devant ses supporters fêtant l'annonce de sa victoire devant le Palais présidentiel à Caracas. "Il y aura la paix, la stabilité et la justice. La paix et le respect de la loi. Je suis un homme de paix et de dialogue", a-t-il dit

Les Enjeux
 Quotidien national de l'économie
 Eco

Mardi 30 juillet 2024
 http:www.lesenjeuxeco.dz



CHINE

Lancement de la première centrale thermodynamique mondiale fonctionnant en H24

En Chine, une centrale solaire inédite vient de voir le jour, avec une capacité de produire de l'énergie sans interruption, y compris la nuit. Elle sera véritablement opérationnelle d'ici la fin de 2024. Il s'agit de la première centrale solaire thermodynamique à deux tours au monde. Son objectif est de compléter la production d'énergie photovoltaïque et éolienne locale. Ensemble, ces installations devraient produire 1,8 milliard de kWh par an, pour une réduction estimée des émissions de CO2. Ce projet est lancé par China Three Gorges Corporation (CTG), une entreprise spécialisée dans les énergies renouvelables. Il comprend deux tours de 200 mètres de haut chacune ainsi que 30.000 miroirs solaires installés au sol. Ceux-ci forment deux grands cercles superposés, couvrant une zone de collecte de la lumière d'environ 800.000 m2. Ils concentrent la lumière du soleil sur chacune des deux tours. La station se démarque par sa capacité à fonctionner 24h/24, même en période nocturne grâce au sel fondu stocké dans les tours, qui retient la chaleur supplémentaire recueillie pendant la journée et la libère la nuit pour continuer à faire fonctionner les générateurs en continu.

ACCIDENTS DE LA ROUTE:

6 morts et 258 blessés en 24 heures

Six (6) personnes sont décédées et 258 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique lundi un bilan de la Protection civile. Les secours de la Protection civile ont, par ailleurs, procédé à 914 interventions pour le sauvetage de 653 personnes d'une noyade certaine, dont 225 prises en charge sur les lieux et les autres évacuées vers les hôpitaux, déplorant le décès d'un enfant, âgé de 9 ans dans une retenue collinaire au lieu dit Mazraa Si Yahia, daïra de Ain Tadjles (Mostaganem). Dans la wilaya de Bejaïa, une conduite principale de gaz de ville a explosé au lieu dit Bouaziz, daïra de Tazmalt, causant des brûlures de 3e degrés à une personne. Durant la même période, les secours de la Protection civile sont intervenus, pour l'extinction de 3 incendies urbains et divers à Alger (2 incendies) et Souk Ahras (1 incendie). S'agissant du dispositif de lutte contre les incendies de forêts, les agents de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 32 incendies, dont 05 incendies de forêts, 03 incendies de maquis, 07 de broussailles, 07 de récoltes, 06 de botte de foin, 04 arbres fruitiers et 01 incendie de palmiers.

L'ALGÉRIE

Deuxième plus Grand réservoir de gaz en Afrique

En 2023, l'Algérie maintient solidement sa position de deuxième plus grand réservoir de gaz en Afrique, avec un volume de 4,50 trillions de mètres cubes, selon la plateforme médiatique, de recherche et de conseil spécialisée dans les marchés de l'énergie « Attaqa.net ». Cette position stable par rapport à l'année précédente témoigne d'une gestion efficace et d'une absence de fluctuations majeures dans ses réserves. Sur le plan mondial, l'Algérie occupe le dixième rang, soulignant ainsi son poids stratégique dans le secteur énergétique international. Comparée à ses homologues africains, l'Algérie se distingue par son volume significatif de réserves. Le Nigéria, avec ses 5,94 trillions de mètres cubes, conserve la première place en Afrique, mais l'écart entre les réserves nigérianes et algériennes reste notable. Malgré cette différence, l'Algérie demeure un acteur incontournable, stable et influent dans le domaine énergétique du continent. Cette stabilité des réserves est d'autant plus significative dans un contexte où les réserves globales en Afrique ont connu des variations, notamment une baisse importante en Angola. Pour l'Al-



gérie, le maintien d'un niveau de réserves constant est un atout précieux qui renforce son rôle de partenaire fiable sur le marché du gaz. La présence de l'Algérie, aux côtés de l'Égypte et de la Libye, dans le top 10 des pays africains avec les plus grandes réserves met en lumière la prépondérance des pays arabes dans le secteur énergétique africain. Ensemble, ces trois nations arabes détiennent environ 46 % des réserves totales du continent, illustrant leur importance stratégique dans les discussions internationales sur l'approvisionnement énergétique.

Pour l'Algérie, cette stabilité des réserves ouvre des perspectives pour une gestion optimisée et une planification stratégique plus robuste. Elle peut également servir de levier dans les négociations internationales et attirer davantage d'investissements dans le secteur énergétique. En somme, l'Algérie continue de jouer un rôle crucial dans le secteur énergétique, tant au niveau africain que mondial, consolidant ainsi sa position de leader sur la scène énergétique internationale.

RECENSEMENT DES ENFANTS NON SCOLARISÉS

Belaabed exhorte les parents à les inscrire

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a révélé que 459 cantines scolaires seront réceptionnées au cours de la prochaine année scolaire. Lors d'une visite de travail dans la wilaya de Bouira, en compagnie du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, le ministre de l'Éducation nationale a

ajouté qu'un travail de rationalisation de la gestion est actuellement en cours afin de réguler le nombre d'élèves dans les classes à travers la numérisation du processus d'inscription. Un processus achevé à 98 % à la fin du mois de juin, a-t-il précisé. En outre, le ministre a révélé qu'une opération de recensement des enfants non scolarisés sera menée

en coordination avec les autorités locales, afin de sommer leurs parents à les inscrire, notamment ceux des zones profondes du pays. En ce qui concerne l'encaissement, le ministre a souligné que la priorité sera donnée aux diplômés des Écoles nationales d'enseignement supérieur à même de leur garantir un poste d'emploi.

Dans un autre contexte, le ministre a indiqué que « la prochaine rentrée scolaire sera réussie à tous points de vue », d'autant plus que « le taux de passage en première année moyenne a atteint 98 %, et que le taux élevé de réussite au baccalauréat sont des indicateurs témoignant de l'importance accordée au secteur par les hautes autorités ».

LA ROUTE N'EN FINIT DE TUER

Quatre morts et un blessé dans un accident de la route à Tiaret

Quatre personnes sont mortes et une autre a été blessée dans un accident de la route, survenu lundi dans la wilaya de Tiaret, a-t-on appris auprès de la Protection civile. L'accident s'est produit suite à une collision entre un camion et un véhicule touristique, non loin du village de Taselmet, dans la commune de Sabaine,

au niveau de la RN 4 dans son tronçon reliant les villes de Tiaret et Tissemsilt, causant trois morts, sur place, et un quatrième lors de son transfert à l'hôpital, en plus d'un blessé. Les éléments du poste avancé de la Protection civile de la daïra de Dahmouni, soutenus par des éléments des unités secondaires de Mahdia et la

principale de Tiaret sont intervenus pour déposer les corps des victimes, âgées entre 32 et 62 ans, à la morgue de l'hôpital Youcef-Damerджи de Tiaret et transféré le blessé vers les urgences de cet établissement hospitalier. Les services compétents de la Sûreté ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cet accident.